

La Chambre de commerce du Québec crée sa propre inforoute

Un système ouvert à toutes les entreprises qui voudront l'utiliser en toute sécurité

MIVILLE TREMBLAY
envoyé spécial de La Presse

QUÉBEC

La Chambre de commerce du Québec a créé une inforoute privée pour permettre aux 54 000 entreprises membres d'effectuer en toute sûreté des transactions commerciales électroniques.

« Ce sera un système ouvert à toutes les entreprises qui voudront l'utiliser » a déclaré le nouveau président du conseil de la Chambre, l'avocat Raymond Langlois, du cabinet Langlois Robert. Le congrès de la Chambre, qui a rassemblé 350 participants ce week-end, avait pour thème : « L'autoroute de l'information, une nouvelle associée ». Baptisée COMBEC, cette nouvelle inforoute permettra à ses utilisateurs d'accéder au grand réseau internet, mais l'inverse ne

sera pas possible. Internet ne garantit pas encore la confidentialité et la sûreté des paiements, quoique des consortiums bancaires et informatiques américains y travaillent activement.

L'infrastructure de COMBEC a été développée par Bell Canada. La Banque Nationale est le deuxième partenaire majeur du projet. D'autres pourront se joindre au groupe, y compris des institutions financières rivales, car le réseau est doté d'une architecture ouverte.

Le président de la Chambre, M. Michel Audet, se félicite de la rapidité avec laquelle son organisme s'est engagé dans ce projet.

Concurrence

La Chambre a embrayé au début de l'été et le réseau sera déployé de manière progressive à compter de janvier prochain.

Le plan d'affaires est en préparation et la Chambre ne sait pas encore où se situe le seuil de rentabilité du projet.

M. Langlois est très frustré de la concurrence technologique entre les réseaux Sirius et UBI au Québec, une situation qui lui rappelle la bataille entre les standards Beta et VHS. « On veut une seule porte d'accès ! », a-t-il déclaré devant ses membres.

Sirius est développé par les compagnies de téléphone, dont Bell Canada, tandis qu'UBI est la création Videotron et de quelques partenaires, dont la Banque Nationale.

Présentée comme « l'inforoute du commerce au Québec », COMBEC facilitera les transactions par l'échange électronique des données, des formulaires, des catalogues, des outils de facturation et des clés de chiffrement.

Une code de conduite développé par la Chambre viendra réglementer les pratiques d'affaires sur ce réseau.

COMBEC offrira en outre un service de courrier électronique, des capacités d'emmagasinage d'informations.

Il sera également possible d'accéder à certaines banques de données, comme par exemple « Info entrepreneurs », de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, qui répertorie les programmes d'aide à l'entreprise offerts par les gouvernements.

Messagerie rose

Avec le temps, des services spécialisés seront ajoutés pour différents secteurs industriels. Les promoteurs souhaitent notamment implanter un logiciel facilitant les rencontres entre entreprises partageant des affinités. Un nouveau genre de messagerie rose, quoi !

COMBEC a été vendu aux chambres locales comme un outil pour recruter des membres et se financer. Les conditions financières sont à déterminer, mais il semble que les frais d'abonnements aux services génériques seront de l'ordre de 30 \$ par mois. Certains services spécialisés seront facturés à l'usage.

Selon M. Langlois, les technologies de l'information réduisent les distances et donnent aux entreprises des régions une nouvelle chance de se développer, en autant qu'elles mobilisent des ressources humaines compétentes.

Les entreprises qui n'ont pas ces ressources doivent profiter des programmes gouvernementaux de formation de la main-d'œuvre. Les inforoutes vont créer des milliers d'emplois, pense-t-il.

CETTE SEMAINE

■ Les marchés seront nerveux pour ne pas dire agités au cours des cinq dernières séances qui précèdent le référendum québécois. Présentement les traders provoquent délibérément de l'activité spéculative sur le dollar et sur les titres obligataires à la faveur des résultats des sondages qui montrent que les camps du OUI et du NON seraient coude à coude.

LUNDI

■ Le Congrès du Syndicat canadien de la Fonction publique, qui s'est ouvert hier à Montréal constitue le plus important regroupement de travailleurs au Canada. Il y sera nécessairement question des compressions budgétaires des gouvernements et des administrations municipales ainsi que de la sécurité d'emploi. Une stratégie de riposte pourrait aussi être élaborée.

MARDI

■ La Banque du Canada ajuste son taux d'escompte. La semaine dernière, il avait été fixé à 6,67 p. cent, en hausse de quatre points centésimaux. Claude Garcia, l'homme qui s'est excusé de vouloir « écraser » les forces du camp du OUI est en déjeuner-causerie.

MERCREDI

■ Banquiers et administrateurs de fiducie sont réunis en congrès pendant deux jours dans la Ville Reine. A l'heure où la loi des banques est sujette à réexamen par le Parlement, ils se pencheront sur l'avenir de leur industrie.

■ Statistique Canada publie les chiffres pour le mois d'août sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières. On y décelera sans doute des indices sur le comportement des détenteurs de titres canadiens à l'approche du référendum.

JEUDI

■ Reprise à Montréal des travaux de la Commission d'enquête sur la politique d'achat par Hydro-Québec d'électricité auprès des producteurs privés.

RUDY LE COURS

AMD et NexGEN fusionnent

Agence Franc-Presse

SUNNYVALE (Californie)

Deux fabricants californiens de puces électroniques, Advanced Micro Devices (AMD) et NexGen, ont annoncé leur intention de fusionner afin de tenter de ravir à Intel la place de numéro un mondial des microprocesseurs.

L'accord annoncé en fin de semaine par les deux compagnies comprendra un échange d'actions, dont la valeur n'a pas été révélée. Les actionnaires de NexGen recevront huit actions de AMD pour dix actions de NexGen.

« L'union de NexGen avec AMD nous catapultera dans la course à la première place au sein du marché des microprocesseurs compatibles Microsoft Windows de cinquième, sixième et nouvelles générations », a déclaré le président de AMD chairman, W.J. Sanders.

« Une position de leader dans ce marché est importante dans le cadre de la stratégie de AMD visant à avoir une croissance plus rapide que celle de l'industrie des semiconducteurs », a-t-il ajouté.

DOSSIER

LE DIFFICILE FINANCEMENT DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

Banque Mondiale : un bilan en demi-teinte

GÉRALD NICAUD
Le Figaro

Bien que les prêts de la Banque Mondiale aient globalement augmenté lors de l'exercice 1995, ceux accordés aux pays les plus pauvres ont diminué.

Globalement, l'exercice 1995 (juillet 1994 - juin 1995) se caractérise par une forte progression (41,5 %) des décaissements bruts de la Banque Mondiale (Bird et IDA) — à 22,5 milliards de dollars, contre 15,9 milliards en 1994, selon le rapport de l'institution internationale publié récemment.

Ce chiffre qui représente, selon un responsable de la Banque, « quelque 10 % des investissements totaux dans les pays en développement », masque toutefois de larges disparités, tant en fonction de la richesse des pays que des régions.

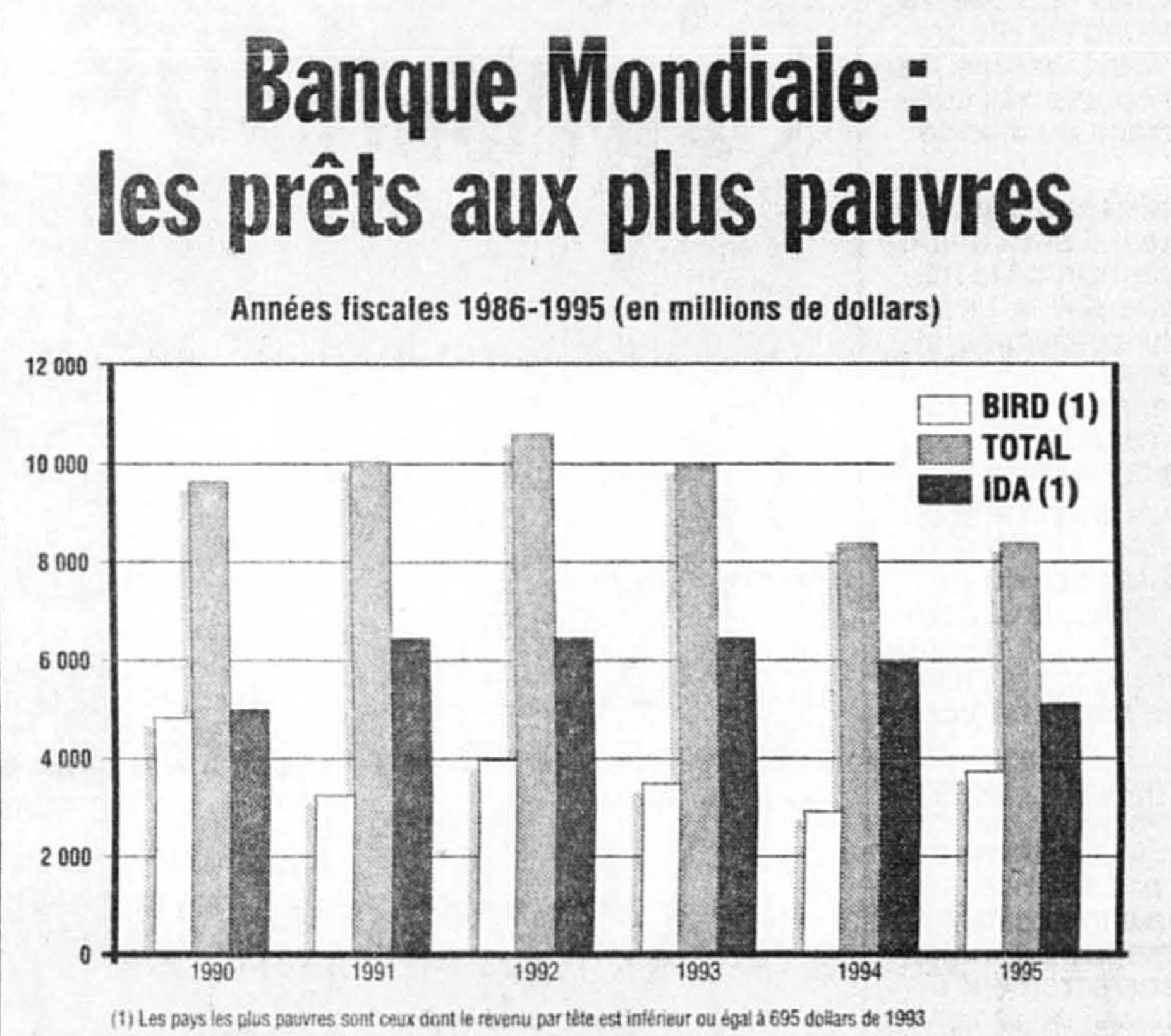
Ainsi, les prêts de la Bird ont continué d'augmenter à 16,9 milliards de dollars, contre 14,2 lors de l'exercice précédent, tandis que ceux de l'IDA, qui concerne les pays les plus pauvres, ont diminué à 5,7 milliards de dollars contre 6,6 milliards lors de l'exercice précédent.

Par ailleurs, géographiquement, les prêts à l'Afrique ont diminué, d'environ 500 millions de dollars, pour revenir à 1134 millions, parce que, estime-t-on à la Banque, « les réformes ont progressé moins vite que prévu ».

Même chose en ce qui concerne l'Asie du Sud-Est et les pays du Pacifique.

Amélioration des résultats

En revanche, les engagements de la



Banque ont progressé en Amérique latine (notamment au Mexique, en Argentine et au Brésil), en Europe de l'Est et en Asie centrale (Russie, Ukraine), et enfin en Asie du Sud (Inde, Indonésie, Pakistan, Thaïlande), sans parler de la Chine, plus gros emprunteur de l'exercice 95 avec quasiment 3 milliards de dollars (2,995 milliards exactement). Six pays — Chine, Mexique, Inde, Russie, Argentine et Indonésie — ont absorbé

plus de la moitié des prêts (53 %).

Sur le plan financier, la Banque connaît une amélioration de ses résultats, la Bird dégageant un revenu net de 1,35 milliard de dollars, contre 1,05 lors de l'exercice précédent.

Mais dans le même temps, le nombre des projets « à problèmes » a augmenté, pour atteindre 1762 opérations, soit 15,2 % du total, contre 13,9 % l'an dernier.

Cela même si dès 1992, un rapport (le rapport Wapenhans) avait mis en lumière la forte croissance des projets non rentables financés par la Banque.

La Banque en a d'ailleurs tenu compte puisqu'en juillet dernier, le nouveau président, James Wolfensohn, a annulé la prise de participation, et donc l'ensemble du projet, qui portait sur la construction d'un barrage au Népal, pour cause de non-rentabilité évidente.

Mais dans le même temps, la BM insiste sur son rôle d'« organisme global », qui permet de « polliniser les expériences d'une région du monde à l'autre ».

La Banque Mondiale veut montrer qu'elle ne prête pas seulement de l'argent, mais apporte également une aide active dans des domaines aussi variés que, par exemple, la création de cadres juridiques ou la privatisation du secteur public ; ainsi, en Russie, quelque 15 000 entreprises ont été privatisées grâce en partie à la Banque, « représentant 15 millions d'ouvriers et au profit de 40 millions d'actionnaires ».

Autre domaine, considéré également comme une priorité par la Banque, la valorisation des ressources humaines, qui « garantit le développement du futur ». L'institution estime être le premier bailleur de fonds dans ce secteur, qui aurait bénéficié de quelque 17 % des prêts, soit 3,9 milliards de dollars, tandis que les populations locales auraient été intégrées à 86 des 242 projets financés par la Banque et que les organisations non gouvernementales ont été impliquées dans 41 % d'entre eux.

(1) Bird : Banque internationale pour la reconstruction et le développement ; IDA : Agence internationale pour le développement.

Un groupe, mais quatre institutions

La Banque mondiale fut créée à Bretton Woods en 1944. Elle se compose de deux organismes, la Banque internationale de reconstruction et de développement (Bird), qui a vu le jour en 1945, et l'Association internationale de développement (IDA), lancée en 1960.

La Bird appartient à 178 États, tous membres du Fonds monétaire international (FMI), qui ont souscrit son capital, en fonction de leur quote-part au FMI.

De par ses statuts, « la Bird ne prête que si l'emprunteur est solvable » et ne contribue qu'aux projets dont la rentabilité est jugée « fortement positive (...) ». Elle a pour politique de ne jamais rééchelonner ses créances (...) Son revenu net a toujours été positif depuis 1948 ». La Bird se procure la majeure partie de ses ressources par des emprunts à moyen et long termes sur les marchés financiers.

À la fin des années 50, il est apparu

que les pays en développement les plus pauvres ne pouvaient emprunter à ces conditions draconiennes. C'est pour eux que fut créée l'IDA. Sont considérés les plus pauvres les pays dont le produit national brut par habitant ne dépasse pas 696 dollars par an (dollars de 1993). Ils sont 60 dans ce cas.

L'argent manque

L'IDA ne prête qu'aux États. Ses crédits, remboursables sur 35 à 40 ans, ne portent pas intérêt, mais une commission de service de 0,5 % l'an.

Elle est essentiellement financée par les plus riches de ses 158 membres ainsi que par certains pays en développement. Ce système repose donc sur la volonté politique des États qui, en période de crise, ont tendance à resserrer les cordons de la bourse, comme le prouve la difficulté à reconstituer les ressources pour l'IDA-11 (1997-1999). Quatre réunions y ont déjà été consacrées pendant l'exercice 1995 (juillet 94-juin 95),



sans parvenir, de l'aveu même de la Banque, à définir « un niveau de ressources adéquat ».

Juridiquement et financièrement distinctes, la Bird et l'IDA partagent le même personnel. Tel n'est pas le cas de deux autres institutions :

● La Société financière internationale (SFI, 156 membres), créée en 1956 pour aider le secteur privé des pays en développement. Contrairement à la plupart des institutions multilatérales, elle ne peut accepter de garanties publiques pour ses investissements. Elle participe aux projets par des prises de participations et l'octroi de prêts aux conditions du marché et assure la totalité des risques de ses engagements aux côtés de ses partenaires financiers. Elle cherche également à réaliser des bénéfices.

● L'Agence multilatérale de garantie des investissements ; inaugurée en 1988, l'Amgi compte aujourd'hui 128 membres. Son rôle est de garantir les investissements privés dans les pays en développement contre les risques non commerciaux.

Pour les consommateurs, rien n'est jamais gratuit

Presse Canadienne
QUÉBEC

Rien n'est jamais gratuit. À chaque mois, en examinant le relevé des transactions dans son livret bancaire, le consommateur peut remarquer des frais de service. Dans certains cas, il pourrait être porté à croire que son institution aime mieux le voir exécuter ses demandes devant une machine au lieu du comptoir puisque les frais sont souvent moins élevés, voire inexistantes, lorsque la transaction se fait au guichet automatique.

Il est difficile de comparer l'ensemble des frais d'une insti-

tution à l'autre. Le magasinage peut représenter plusieurs heures et le consommateur doit effectuer de nombreux calculs avant de faire un choix qui ne tiendrait compte que des frais.

Dans certains cas, chaque dépôt direct de la paye du client élimine le coût d'une transaction, retrait, virement ou chèque. Dans d'autres cas, si le solde du compte est de plus de 1000 \$, il y aura un certain nombre de transactions sans frais, et parfois toutes les transactions seront gratuites. Dans ce cas cependant, si une seule fois dans le mois le solde est inférieur à 1000 \$, toutes les transactions seront facturées.

Parmi les constatations, le paiement des factures des services publics est plus avantageux au guichet automatique où ce type de transaction est sans frais pour la plupart des banques et caisses populaires.

Moins de frais

Mieux encore, dans la majorité des cas, le paiement direct occasionne moins de frais que le retrait au guichet. Ainsi, pour faire des économies sur les frais de service, un consommateur pourrait payer sa facture d'épicerie avec sa carte de débit et réclamer plus que le montant de la facture au lieu de retourner faire un retrait au guichet. Une

seule transaction, et moins coûteuse, au lieu de deux.

Par ailleurs, certaines institutions offrent des comptes à frais fixes qui varient entre 5 \$ et 20 \$ par mois. Ainsi, que le nombre de transactions s'élève à 100 ou à deux, le total des frais sera le même sauf dans les cas où les frais fixes couvrent un nombre déterminé de transactions.

L'automatisation

Les services automatisés peuvent présenter des avantages à cause de leur grande accessibilité — quasiment 24 heures sur 24. Sauf que l'accueil et le sourire d'une caissière sont parfois plus rassurants qu'un message du

genre : « Une composante du guichet est défectueuse, veuillez vous adresser à votre institution ». L'autre élément désolant de l'automatisation, parfois exagérée, se trouve au bout de la ligne lorsqu'il faut être un virtuose du clavier téléphonique pour obtenir le moindre renseignement, effectuer le paiement de la carte de crédit ou certains virements de fonds. Si cette technologie est utile, ce n'est vraiment pas un service personnalisé. C'est un peu comme si le client dérangeait chaque fois qu'il se présente au comptoir de la banque ou de la caisse.

ALENA : le problème est américain

Le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, a dit que l'organisation qui succéderait à la fédération canadienne actuelle ne devrait pas tenir pour acquis les liens qui existent présentement entre le Canada et les États-Unis.



En clair, cela veut dire qu'il serait peut-être nécessaire de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain. Si M. Christopher n'en a pas dit davantage, ce n'est pas uniquement par délicatesse diplomatique, mais parce qu'il n'en sait pas plus long lui-même. La récente mésaventure du Chili donne une indication du traitement qui pourrait attendre Ottawa et Québec si chacun voulait séparément affirmer les liens de libre-échange, dont ils jouissent actuellement ensemble.

Le Chili a fait acte de candidature et semblait assuré de devenir rapidement le premier membre sud-américain de l'ALENA. À la suite d'un profond désaccord avec la Chambre des représentants, le président Bill Clinton a perdu l'autorisation nécessaire pour négocier un accord avec le Chili.

Cela s'est passé comme suit. Le pouvoir de négocier des accords commerciaux appartient au Congrès et non au président, comme c'est le cas pour les autres traités internationaux. Pour des raisons pratiques, le président est autorisé à négocier par le Congrès, qui se contente d'accepter ou de rejeter l'accord en bloc.

Dans le cas du Chili, le président Clinton voulait pouvoir né-

gocier des normes sur la protection de l'environnement et sur le droit du travail. Avant la ratification de l'ALENA avec le Mexique, le président avait déjà fait rouvrir les négociations pour obtenir des garanties dans ces deux domaines. Il s'agissait d'une promesse électorale qu'il devait tenir et tout le monde, y compris le Canada, s'y était plié de bonne grâce.

Mais depuis lors, le Congrès a basculé massivement dans le camp républicain et il n'a pas l'intention de céder au président des pouvoirs qui dépassent les besoins de négocier un accord strictement commercial. Le Congrès américain a toujours été très à cheval sur les principes, surtout lorsqu'il fait face au président.

Les relations entre le président et le Congrès sont compliquées par le fait que chacun ne sait pas très bien sur quel pied danser. M. Clinton est favorable au libre-échange, en principe, mais il est à la tête d'un parti qui s'y est souvent opposé à cause de l'appui électoral des grands syndicats.

Quant aux républicains, ils ont généralement été favorables au libre-échange, dans la foulée des présidents Reagan et Bush. Mais la nouvelle majorité au Congrès en est moins sûre. Une partie de son succès électoral est dû à des milieux qui ne sont pas ouverts sur le monde, alors que les agriculteurs, qui ont toujours été ouverts, se laissent influencer par les pratiques protectionnistes des 15 dernières années.

La ligne de démarcation entre protectionnistes et libre-échangistes américains est ainsi devenue floue et le débat nébuleux. Et l'approche de la campagne électorale n'améliore pas les choses. Dans ces circonstances, il était probablement sage

de remettre à 1997 toute décision au sujet du Chili et de l'élargissement de l'ALENA. Mais il ne serait pas aussi simple d'ignorer les cas du Canada et du Québec, si le référendum modifiait sensiblement leurs rapports commerciaux. Le problème serait trop gros et son contexte émotif conviendrait bien à la foire d'empoigne électorale de l'année prochaine.

Même dans le meilleur des cas, il n'est jamais facile de négocier avec les États-Unis. Ottawa s'est opposé farouchement à ce que les États-Unis rouvrent l'ALENA et le renégocient pour admettre le Chili. Pour Washington, n'importe quel prétexte est bon pour exiger du Canada des concessions concernant la culture, les tribunaux bilatéraux et l'agriculture québécoise. Et la liste pourrait s'allonger de façon inquiétante en période électorale.

Le gouvernement américain saurait qu'un Canada divisé est mal placé pour défendre l'ALENA contre ses demandes et ses prétentions. Cependant, il y a une limite à ces prétentions, parce que les États-Unis ont besoin de nous. Le Canada est le principal partenaire commercial des USA et, au moment où on veut créer une zone économique englobant les deux Amériques, il serait mal vu de pousser jusque dans ses derniers retranchements le seul autre pays industrialisé de la zone. Les Yankees qui briment leurs voisins est une image encore trop vivante pour l'Amérique latine.

Mais s'il y a une limite que les États-Unis ne peuvent pas dépasser, cette limite est déjà trop pour nous.

Frédéric WAGNIÈRE

Le tourbillon des Trois-Gorges

Parallèlement aux turbulences politiques auxquelles elle a donné lieu, la récente visite à Montréal du premier ministre chinois Li Peng aura aussi permis de donner discrètement le coup d'envoi de la course aux contrats pour la construction du plus gros barrage au monde : celui des Trois-Gorges.



Une compagnie montréalaise, Agra-Monenco, a déjà signé une lettre d'intention de 35 millions pour l'infrastructure de la méga-centrale hydro-électrique sur le fleuve Yangtse. SNC-Lavalin et Hydro-Québec international seraient intéressées elles-aussi à participer à ce projet de vingt milliards. Plusieurs autres firmes canadiennes se pressent aux portes du super-barrage.

Cet enthousiasme pour un chantier aussi colossal est compréhensible. Le Canada, qui a financé l'étude de faisabilité du projet dans les années 80, cherche à cueillir les fruits de sa contribution. Mais, avant de sauter le pas, il convient de rappeler que le harnachement du Yangtse, dont la Chine rêve depuis le début du siècle, suscite une virulente controverse.

Celle-ci a depuis longtemps pris une envergure internationale, au point que la Banque Mondiale refuse de participer au projet. Il y a un mois, la Maison Blanche a demandé à la Export-Import Bank américaine de ne pas financer de contrats aux Trois-Gorges. En 1988, le Tribunal international de l'Eau recommandait que le projet soit stoppé au moins jusqu'à ce que la population touchée soit correctement informée. Plusieurs investisseurs privés ont choisi de se tenir loin du barrage.

Ces résistances sont fondées sur des motifs écologiques, techniques, politiques et humanitaires. Voici les plus importants.

La passe des Trois-Gorges, qui constitue l'un des attraits géographiques les plus spectaculaires en Chine, avec son étroit canyon et ses flots bouillonnants, n'est pas tout à fait la Baie de James. Elle se situe au cœur d'une région habitée, en plein centre du pays. La construction du barrage forcerait l'évacuation de près d'un million et demi de personnes. Treize villes seraient englouties, dont une de 300 000 habitants. Des centaines de villages seraient rayés de la carte.

Le barrage serait construit au-dessus d'une zone sismique active et les experts craignent que le seul poids de l'eau au-dessus d'une couche terrestre fragile ne provoque des tremblements de terre.

On craint que les fortes pluies qui s'abattent régulièrement sur la région n'entraînent une rupture du barrage. Cette peur est d'autant plus vive qu'elle se fonde sur un précédent : il y a vingt ans, dans la province chinoise de Hunan, des barrages avaient cédé créant des inondations tragiques, dans lesquelles entre 80 000 et 200 000 personnes ont perdu la vie.

Les eaux du Yangtse charrient une forte concentration de sédiments. Les opposants croient que cela créerait une menace supplémentaire pour les populations en amont du barrage. Ils estiment que la ville de Chongqing, une agglomération de 15 millions d'habitants, serait menacée d'inondations, si jamais les accumulations de sédiments devaient causer des reflux.

La construction de la centrale menace aussi quelques espèces animales, dont l'esturgeon chinois. Mais ce dont il est question ici, d'abord et avant tout, c'est de vies humaines. Au lieu de rassurer et d'informer la population, le gouvernement chinois a choisi de museler les critiques et de leur mener une lutte sans merci. Un livre signé par huit hydrologistes chinois a été frappé d'interdiction, en 1992. La même année, 179 jeunes opposés au projet ont été arrêtés. On n'en a pas eu de nouvelles depuis.

La construction d'un barrage sur le Yangtse ne comporte pas que des aspects négatifs. Le projet permettrait de combler le déficit énergétique de la Chine, où 180 millions de personnes vivent toujours sans électricité. Et de domestiquer un fleuve qui a la fâcheuse tendance à sortir de son lit. Les crues récurrentes tuent elles aussi : des milliers de personnes ont été emportées par ses flots au cours des dernières années.

Ces avantages compensent-ils tous les inconvénients ? Le projet tel qu'il est conçu réduit-il tous les risques potentiels ? Des barrages plus modestes et moins menaçants ne permettraient-ils pas d'atteindre les mêmes objectifs ? Le gouvernement chinois refuse de répondre à ces questions et fait taire toutes les voix qui les posent. Devant cette attitude, le doute est légitime.

En 1992, Ottawa avait décidé de se retirer du projet. Il y est revenu deux ans et une élection plus tard. Seule la Colombie-Britannique continue de résister, en interdisant à ses agences publiques de participer à la construction du méga-barrage.

Avant de sauter dans la marmite aux contrats, le Canada entier devrait refaire son examen de conscience. En se demandant par exemple s'il est acceptable de tirer profit d'une entreprise menée de force par un gouvernement tyrannique, qui réprime sauvagement tous ceux qui osent exprimer publiquement leurs inquiétudes. Au-delà de tout le reste, c'est aussi une question de morale.

Agnès GRUDA



La boîte aux lettres

Des citoyens de deuxième zone ?

M. Jacques Léonard,
ministre des Transports

J'ai appris par les journaux que les maires et préfets de l'agglomération de Montréal représentant 133 municipalités avaient adopté une solution de rechange pour gérer le transport régional, laquelle propose, entre autres, de pénaliser les usagers du transport en commun de l'est et de l'ouest de l'île de Montréal.

Ces usagers devraient déboursier mensuellement le prix d'une carte régionale, soit 72 \$ plutôt que le prix de la carte CAM de 48 \$, c'est-à-dire 1 1/2 fois le coût payé par les autres usagers de l'île de Montréal. Cette solution est tout à fait injuste et inéquitable, particulièrement pour les gens de l'est de Montréal. Pourquoi ?

1. Depuis toujours, les usagers de l'Est défraient par leurs taxes les coûts de la STCUM et de la CUM, ce qui n'est pas le cas de ceux des villes en dehors de l'île de Montréal.

2. Même si ces usagers de l'Est paient les mêmes taxes que les gens du reste de l'île, ils ne profitent d'aucun service rapide comme le métro ou le train de banlieue, dont jouissent par ailleurs les villes de l'Ouest.

3. Une hausse des coûts diminuerait encore plus l'achalandage du transport en commun, qui baisse d'année en année.

4. L'étalement urbain que vous avez combattu depuis toujours risquerait d'augmenter si les gens de l'Est payaient le même taux que les gens de Laval ou de Longueuil. Un autre incitatif pour sortir de l'île...

5. Mais la principale raison qui démontre l'injustice de cet-

te « solution » concerne les gens de Rivière-des-Prairies et de Pointe-aux-Trembles. Aux dernières nouvelles, ces gens sont toujours des Montréalais. Avec une telle hausse, ils seraient encore des citoyens de deuxième zone. Ils ont dû se battre durant des années pour obtenir l'équité en matière de téléphonie. Devront-ils mener une autre bataille pour maintenir l'équité en matière de transport en commun avec leurs concitoyens des autres quartiers de Montréal ?

Je trouve regrettable, M. le Ministre, que nos élus municipaux n'aient pas jugé bon d'accepter votre proposition de gérer le transport régional grâce à une taxe sur les espaces de stationnement hors rue, spécialement les espaces tarifés. Cette solution répond parfaitement aux objectifs de diminuer le nombre d'automobiles dans le centre-ville et d'augmenter l'achalandage du transport en commun.

Je considère que la future Agence métropolitaine de transport ne doit pas se faire sur le dos des usagers de l'est de la CUM qui ont, depuis toujours, été laissés pour compte. Et si l'on doit absolument hausser le coût de la carte CAM, qu'on le fasse pour toute l'île de Montréal et non seulement pour ses extrémités.

Jacqueline BORDELEAU
Montréal

Jeunes médecins : des débutants

Qu'ils le reconnaissent ou non, les jeunes médecins demeurent des débutants dans leur profession. Des débutants instruits et endettés par le coût de longues études, mais des débutants quand même.

Les « p'tits nouveaux » récla-

ment d'entrée, la parité salariale avec les « grands ». Preuve que l'éducation et l'instruction n'empêchent pas la bêtise. Même avec des pairs, la hiérarchie existe. Cette réalité ne s'apprend pas dans les livres. Le gros bon sens et l'humilité en sont les maîtres.

Qu'en est-il de la fonction première d'un médecin, c'est-à-dire celle de SOIGNER ? C'est à cette parité que les « p'tits nouveaux » devraient aspirer. Et non à la vaniteuse idée que l'égalité en tout existe déjà entre eux et leurs « grands pairs ».

Micheline MERCILLE
La Prairie

Engins de malheur

Les pays qui ont participé à la réunion des Nations unies pour l'élimination des mines terrestres imposent aux populations innocentes de vivre dans la peur.

Comme on ne doit pas exiger des autres ce qu'on n'est pas prêt à exiger de soi-même, il faudrait aussi poser des mines terrestres dans l'environnement des chefs d'État, des généraux d'armée et surtout de toutes les personnes qui travaillent dans les usines où l'on fabrique ces engins de malheur.

Ça les ferait peut-être réfléchir et essayer un peu plus fort de s'entendre pour leur élimination.

Serge GRENIER

MBA : catalogues en langue anglaise seulement

M. Pierre Théberge,
Musée des Beaux-Arts

Le bon Dieu n'est peut-être pas le seul responsable de vos

mésaventures et de vos échecs !

À la suite de mon expérience personnelle, lors de la rétrospective de Jean-Paul Riopelle, je peux sans doute expliquer une certaine frustration ressentie par plusieurs Québécois. Or, ceci pourrait peut-être expliquer cela !

Après avoir visité cette superbe exposition, je me suis rendue, avec plusieurs autres visiteurs, à la librairie pour me procurer le catalogue de l'exposition. Nous ne voyions que de nombreuses piles de catalogues de langue anglaise.

Nous demandons alors la version française, mais on nous répond qu'il n'y en a plus et que la version française est épuisée depuis plus d'un mois (je vous ferai remarquer que l'exposition devait se prolonger encore plus d'un mois). La jeune employée nous dit que beaucoup de visiteurs sont choqués et que plusieurs se sont plaints à la direction, mais sans succès. Elle nous informe que la direction du Musée n'a pas l'intention de faire réimprimer la version française et qu'on suggère plutôt aux employés de mousser la vente de la version anglaise des catalogues. Heureusement que nous sommes au Québec et que Riopelle est un peintre québécois, francophone et bien de chez nous !

Depuis ce jour, je n'ai pas remis les pieds au MBA et je préfère attendre un passage à Paris ou à New York, villes où les catalogues peuvent se trouver dans toutes les langues, y compris en français !

En terminant, je dois vous dire que je trouve indécente votre idée d'une loterie pour votre musée, qui ne respecte même pas la langue de la majorité, avant de penser à l'intérêt d'en créer une pour maintenir l'universalité des soins médicaux pour tous les Québécois.

Nicole BOLIS



L'EXPRESS
INTERNATIONAL

ALLEMAGNE

Sociaux-démocrates défaits

Le Parti social-démocrate (SPD) en pleine crise d'identité a subi une cuisante défaite hier aux élections régionales de Berlin, où il s'est effondré à son plus bas niveau de l'après-guerre, alors que les Verts et les communistes ont fortement progressé. Selon les estimations des télévisions une heure après la clôture des bureaux de vote, le SPD, avec environ 23,5 p. cent des suffrages, perd sept points par rapport à son résultat déjà catastrophique du scrutin régional de 1990 (30,4). L'Union chrétienne-démocrate du chancelier Helmut Kohl, qui dirigeait le gouvernement sortant, arrive largement en tête avec 37 à 37,5 p. cent des voix, mais perd plus de trois points par rapport au dernier scrutin. Les Verts à Berlin-ouest surtout, et le PDS dans l'est de la capitale, ont enregistré une poussée de quatre à cinq points.

d'après AFP

SUISSE

Percée socialiste

La gauche socialiste a réalisé une forte percée et la droite populiste et anti-européenne a progressé aux législatives d'hier, accentuant les divergences au sein de la coalition au pouvoir, selon les projections de la radio-télévision nationale. Les écologistes et les petits partis extrémistes de droite ont perdu des voix, apparemment au profit des deux grandes formations vainqueurs, selon des projections sur 21 des 23 cantons. Les quatre grands partis au pouvoir depuis 1959, trois partis de droite, dont les populistes, et le Parti socialiste, conservent la grande majorité des sièges, selon les projections. Les femmes, un tiers environ des 2800 candidats, ont aussi réalisé un bon score, selon la télévision. La participation a été plus faible encore qu'aux dernières élections, plafonnant autour de 40 p. cent contre 46 en 1991. Quelque 4,5 millions d'inscrits étaient appelés à renouveler pour quatre ans leurs 200 députés au Conseil national et 39 des 46 sièges du Conseil des États, la Chambre haute représentant les 23 cantons.

d'après AFP

COMORES

Djohar veut rentrer

Le président élu Mohamed Said Djohar a annoncé hier à la Réunion, département français de l'océan Indien, où les soldats français l'avaient transporté après l'avoir « libéré » lors de la tentative de putsch du mercenaire Bob Denard, qu'il rentrerait demain dans son pays après avoir « remercié » la France et appelé les Comoriens à la réconciliation. Dans un communiqué, Djohar a rassuré ses compatriotes qu'il revient « sans aucun esprit d'exclusion ». Il a ainsi précisé que la mesure d'amnistie des putschistes décidée lors de l'intervention française « ne sera pas remise en cause ». Dans une interview récemment à Rfi, Djohar avait rappelé qu'il était toujours « constitutionnellement le président » des Comores. Lors du putsch, le premier ministre Caabi el Yachourtu, réfugié à l'ambassade de France, s'était déclaré chef de l'État.

d'après AFP et La Presse

SRI LANKA

200 morts en 24 heures

Plus de 200 personnes ont été tuées dans l'est et le nord du Sri Lanka en 24 heures, a affirmé hier un porte-parole militaire. Selon Sarath Munasinghe, 197 personnes ont été tuées samedi, dont 14 soldats et 106 rebelles dans la péninsule de Jaffna, et 73 villageois égorgés dans leur sommeil dans l'est de l'île. Quatre autres personnes ont été tuées samedi à Colombo : deux civils pris dans un échange de coups de feu et deux Tamouls lynchés à mort par la foule. Munasinghe a affirmé que la prise de la ville de Jaffna, place-forte de la guérilla séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), par l'armée, est imminente. « Nous avons lancé la plus importante offensive à Jaffna. Le LTTE ne peut pas arrêter notre avancée en tuant des civils désarmés », a-t-il déclaré aux journalistes.

d'après AFP

PALESTINE

Israël menace

L'Israël a averti hier qu'il pourrait reconsidérer son retrait de six villes palestiniennes prévu d'ici la fin de l'année, en cas d'attaques meurtrières contre des Israéliens. Plusieurs ministres ont lancé cette mise en garde après la réunion hebdomadaire du cabinet, où de hauts responsables de l'armée ont présenté leurs plans pour le redéploiement convenu avec l'OLP. Le retrait de la première ville, Jénine, commencera mercredi et durera trois semaines. D'ici fin décembre, cinq autres villes doivent être évacuées : Tulkarem, Naplouse, Kalkiliya, Ramallah et Bethléem, selon le calendrier établi avec l'OLP.

d'après AFP

Annulation surprise de la rencontre Chirac-Zéroual

d'après AFP et Reuter
NEW-YORK

La rencontre controversée entre les présidents français Jacques Chirac et algérien Liamine Zéroual, qui devait avoir lieu à New-York, a été annulée hier à toute la dernière minute, en raison de désaccords sur ses modalités.

La France et l'Algérie se sont aussi mutuellement rejeté la responsabilité de l'annulation de la rencontre, où l'opposition algérienne, tant laïque qu'islamiste, voyait la « preuve » du soutien de Paris à la « junte » d'Alger.

Autre conflit algéro-français : le comité de campagne du chef du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Said Sadi, critiquait hier le ministre français des Affaires étrangères pour avoir rendu publique une rencontre entre Sadi et l'ambassadeur de France à Alger.

Le quai d'Orsay avait annoncé samedi que l'ambassadeur avait reçu « cette semaine » les trois autres candidats, Said Sadi, Noureddine Boukrouh, chef du Parti du renouveau algérien (PRA), et le cheikh Mahfoud Nahnah, chef du Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas).

À Alger, quadrillée par des militaires, le général Zéroual donnait le coup d'envoi de la campagne présidentielle dont il est le grand favori en prônant un « ordre national nouveau » avec

tous ceux qui « dénoncent la violence et acceptent d'adhérer aux règles de la démocratie ».

Le quotidien *El-Watan* notait hier que la campagne débute dans un climat sécuritaire « toujours pesant », dans un commentaire titré « Un saut dans l'inconnu », et *Le Matin* évoquait la « campagne de la peur ».

Outre l'annulation de la rencontre Chirac-Zéroual, ce début de campagne était marqué dans l'ouest de l'Algérie par un attentat à la voiture piégée qui a fait au moins huit tués et 82 blessés. À Alger, une explosion a été entendue hier matin à Baraki, dans la banlieue est, mais aucune précision n'a pu être obtenue.

Depuis le début du mois, les forces de sécurité ont annoncé la mort de 179 « terroristes ». Selon les militants des droits de l'homme, la guerre civile a fait 50 000 morts depuis l'annulation des législatives par l'armée en janvier 1993.

Chirac et Zéroual, présents aux cérémonies du 50^e anniversaire de l'ONU, ont eu en fait un bref entretien de 10 à 15 minutes, mais elle n'a pas porté « sur le fond » des relations franco-algériennes, et elle s'est déroulée en présence du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a indiqué Chirac au cours d'un point de presse.

Selon le président français, le général Zéroual souhaitait entourer la rencontre d'une publicité médiatique,

sous l'oeil des caméras et des photographes. « Je n'ai pas cru devoir répondre à cette exigence », a dit Chirac, car « je concevais cela comme un entretien de travail avec le chef de l'État actuel et que, la campagne électorale ayant commencé, je ne voulais pas qu'il y ait d'ambiguïté avec le candidat ».

Alger justifiait pour sa part l'annulation surprise de la rencontre Zéroual-Chirac en accusant Paris d'avoir, dans des déclarations officielles, porté « atteinte à la dignité et à la souveraineté du peuple algérien ».

Le régime a mis en cause une série de déclarations « officielles et officieuses » de la France sur l'Algérie, et contesté le fait que la rencontre ait été demandée par le président Zéroual.

Cela a créé « une situation dans laquelle la rencontre entre les chefs d'État algérien et français qui a été envisagée a perdu sa raison d'être », a indiqué le porte-parole de la présidence, cité par l'agence officielle Aps.

Le porte-parole a indiqué que Zéroual avait décidé « d'annuler » la rencontre, et non pas de la reporter comme l'affirme Chirac.

Dans les rues d'Alger, rien n'indique que le pays est entré en campagne, près de quatre ans après l'annulation par l'armée du premier tour des législatives, remporté par le Front islamique du salut (FIS-dissous) suivi du Front de libération nationale (FLN) et du Front des forces socialistes (FFS).



PHOTO REUTER

Clinton, Eltsine et Chirac

Bosnie: Chirac et Eltsine contre Clinton

d'après AFP et AP
NEW YORK

La Maison blanche a accueilli fraîchement hier les propos du président français Jacques Chirac sur la création d'une « zone russe » en cas d'accord de paix en Bosnie.

Anthony Lake, conseiller de la Maison blanche pour la Sécurité nationale, a aussi averti que le problème de la participation russe à une force multinationale pour la Bosnie ne serait pas résolu à l'occasion du sommet américain-russe aujourd'hui entre les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine.

« Diviser les choses n'est probablement pas, pour des raisons pratiques, une approche utile », a commenté Lake, interrogé sur les déclarations de Chirac, la veille, concernant le rôle que pourrait jouer la Russie dans le cadre de cette force de paix.

« Il faut qu'il y ait entre l'OTAN et les autorités russes un accord sur les modalités de commandement pour ce qui sera, je pense, le l'espère, la zone russe » en Bosnie, avait dit Chirac à l'issue d'une visite de travail à Paris de Boris Eltsine.

La Maison blanche, à en juger les propos de Lake, voit dans une telle solution la porte ouverte à un système de double chaîne de commandement qu'elle refuse totalement.

« Nos vues restent fermement qu'il doit s'agir d'une opération de l'OTAN, que les États-Unis ne participeront qu'à une opération de l'OTAN et qu'il doit y avoir des lignes de commandement claires », a déclaré Lake avant d'être interrogé sur les propos de Chirac.

Boris Eltsine indiquait pour sa part hier qu'il « compte sur la compréhension » de Bill Clinton lors du sommet d'aujourd'hui pour qu'il accepte l'idée d'un commandement séparé pour la future force de paix multinationale en Bosnie.

Son porte-parole, Sergueï Medvedev, a déclaré au cours d'une conférence de presse que le sommet de Hyde Park, dans l'État de New York, « est significatif car il va déterminer l'avenir des relations russo-américaines » après les récentes « divergences ».

« Beaucoup dépendra de la position de M. Clinton », a déclaré Medvedev, laissant entendre qu'Eltsine resterait sur sa position à propos de la Bosnie, dossier prioritaire du sommet selon lui.

Moscou insiste sur une répartition par secteur de la future force de paix multinationale en Bosnie.



PHOTO REUTER

Élections violentes en Côte d'Ivoire

La participation devrait être faible au scrutin présidentiel hier en Côte d'Ivoire, marqué par des incidents qui ont fait au moins deux morts et dont le vainqueur sans surprise sera le président sortant, Henri Konan Bédié, accompagné de son épouse, Henriette, sur la photo. L'opposition avait exhorté ses militants à empêcher le bon déroulement de l'élection et plusieurs affrontements ont opposé des opposants aux forces de l'ordre et aux partisans du chef de l'État et du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI au pouvoir depuis l'indépendance). Deux personnes ont été tuées à Mbengue, proche de la frontière du Burkina Faso. L'opposition a indiqué qu'une autre personne a été tuée à Soukala, dans le nord. La participation a semblé très faible : à 16 h, moins de 30 p. cent des inscrits avaient voté dans les faubourgs populaires d'Abidjan, la capitale.

► REPÈRES □ Burundi

Melchior qui ?

JOONEED KHAN

« Melchior Ndayaye, héros de la démocratie », proclamait le t-shirt fièrement porté par les uns et prestement acheté par les autres, samedi au Centre Saint-Pierre, où la petite communauté burundaise de Montréal commémorait le deuxième anniversaire de l'assassinat du premier président démocratiquement élu (et aussi le premier issu de la majorité hutue) de leur pays natal.

Melchior qui ? Aucune photo de lui n'existe dans les archives de *La Presse*. L'onymat, voire l'invisibilité, dans lesquels s'est engloutie la mémoire du chef du Frodebu (Front démocratique du Burundi), assassiné avec plusieurs ministres par des militaires putschistes issus de la minorité tutsie quatre mois après sa victoire électorale de juin 1993, est tout à fait symptomatique de l'état de l'Afrique dans les médias et l'opinion mondiale.

Symptomatique donc de la

place de l'Afrique dans les priorités des grandes puissances — vrais patrons de l'ONU qui célèbre ces jours-ci en grande pompe ses 50 ans : elles ont refusé l'envoi de Casques bleus, parlé de « putsch avorté », laissé les nouveaux élus du Frodebu seuls face aux putschistes, maîtres de l'ancien régime minoritaire tutsi (Armée, police, appareil d'État, affaires, vie urbaine).

Si bien que le Burundi est complètement paralysé. Putsch avorté ? Putsch permanent plutôt. Le Frodebu a beau accepter le partage du pouvoir, chercher l'accommodement avec l'ex-parti unique Uprona, celui-ci exige toujours davantage : le Burundi n'a plus le choix qu'entre l'abdication de sa démocratie chèrement acquise, et la guerre civile pour la défendre, avec les risques de dérapage à la rwandaise que cela comporte.

C'est pourtant sur fond de guerre civile au Rwanda — provoquée en octobre 1990 par l'invasion armée

d'exilés tutsis à partir de l'Ouganda — que se déroulent le scrutin et le putsch burundais. Cyprien Ntaryamira, le successeur de Ndayaye, fut tué avec son homologue rwandais Juvénal Habyarimana dans l'avion de ce dernier abattu en avril 1994 sur Kigali. Passé inaperçu comme une étoile filante en plein jour, lui aussi a sombré dans l'oubli, remplacé par Sylvestre Ntibantunganya, nouvel otage de l'armée tutsie.

Entre-temps, aucune enquête sur le putsch de 1993 et le meurtre de Ndayaye, ni d'ailleurs sur le double assassinat de Ntaryamira et Habyarimana en 1994. Mais la « communauté internationale » clame haut et fort son soutien au FPR pro-tutsi qui a pris le pouvoir par les armes au terme de quatre années de guerre au Rwanda et sa volonté de pourchasser et de juger les auteurs du « génocide » dans ce pays. Alors que se programme un possible « génocide » burundais.

Pour exorciser cette terri-

ble menace, une centaine de Burundais, hommes, femmes et enfants, et des amis africains, s'étaient donc réunis samedi dans le cadre d'une activité qui a débuté avec une messe à la mémoire de Ndayaye ponctuée de prières pour la paix et le développement du Burundi et de la région des Grands lacs, qui s'est poursuivie avec des témoignages et propositions de sortie de crise, avant de clore dans la fête familiale.

Patrice Ndeta a ainsi raconté sa rencontre avec Ndayaye dans les années 1970 au Rwanda où ils étaient exilés et étudiants. C'est là qu'il articula ses idées politiques, rejetant l'iniquité du pouvoir minoritaire burundais. « Quand il résolut de rentrer au Burundi en 1983, je l'accompagnai. À la frontière, les autorités ont voulu le refouler, et il m'a dit : les choses ne seront pas faciles dans ce pays. Il avait raison ».

« Moi je l'ai rencontré en 1987 à Gitega, dans un bureau où il m'impressionna

par sa confiance et sa dignité à défendre ses droits face aux fonctionnaires qui nous méprisaient. Melchior Ndayaye était tout ce que j'avais voulu être », a dit Fabien Cishahayo. « Ensuite, en 1992, au plus fort de la diabolisation du Frodebu par le régime, il m'étonna pas sa générosité, recherchant toujours l'unité nationale et la représentativité du pouvoir ».

Un étudiant de l'UQAM étant intervenu pour souligner l'héritage de Ndayaye touchant la protection des minorités, Melance Gahungu, du Frodebu-Canada, a conclu que « la dernière chance » de sauver le Burundi était la création d'une sorte de « Groupe de contact » pour ce pays composé entre autres des États-Unis, de la France, de la Belgique, du Canada, de l'Allemagne, de l'ONU et de l'OUA, qui obligerait les parties à négocier selon un calendrier précis. « On saura alors qui veut la paix et qui refuse ; actuellement, ceux qui font obstacles à la paix se cachent dans l'ombre ».

Référendum 95



VOTE PAR ANTICIPATION

■ Le directeur général des élections, Pierre F. Côté, s'attend à une participation record au référendum du 30 octobre et au vote par anticipation, qui commençait hier pour se terminer aujourd'hui. M. Côté précise que plus de 5 millions d'électeurs se sont inscrits sur la liste électorale, en raison notamment de l'enjeu mais également parce que cette liste servira de base à la liste électorale permanente et qu'il n'y aura plus d'autres recensements. Pour le vote par anticipation, plus de 20 000 bureaux de scrutin seront ouverts encore aujourd'hui de 14 h à 21 h. Toute personne qui veut voter par anticipation doit déclarer sous serment qu'elle est handicapée, qu'elle est membre du personnel électoral ou qu'il lui sera impossible de voter le 30 octobre. Aux élections de 1994, 230 000 personnes avaient voté par anticipation.

AU TOUR DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

■ La Chambre de commerce du Québec interviendra demain dans le débat référendaire pour demander aux deux camps de préciser ce qui adviendra au lendemain d'un OUI ou d'un NON. « Nous, les gens d'affaires, avons un rôle important à jouer pour préparer l'après référendum, quelle que soit l'issue du vote de la semaine prochaine », a déclaré hier le nouveau président du conseil de la Chambre, l'avocat Raynold Langlois, à l'occasion du congrès annuel de l'organisme. La Chambre provinciale tient à conserver sa neutralité, car aucune option ne fait l'unanimité dans ses rangs. Mais ses membres voudraient pouvoir mieux apprécier les risques économiques posés par le choix référendaire. M. Langlois souhaite que la volonté démocratique s'exerce de manière éclairée.

Miville Tremblay

LA CHALOUPPE ET LE PAQUEBOT

■ Le ministre canadien des Affaires étrangères, André Ouellet, laisse entendre que le Québec serait trop petit pour percer sur les marchés mondiaux et assurer sa prospérité économique. Invité du comité du NON dans la circonscription de Vanier, M. Ouellet a comparé hier le Canada à un « beau et gros paquebot » qui permet au Québec d'affronter une époque marquée par l'ouverture des marchés. « La vague est forte, les courants sont difficiles. Nous savons qu'il y a beaucoup de Québécois aux commandes. Il y a un Québécois comme premier ministre, Jean Chrétien, un autre comme ministre des Finances, Paul Martin », a-t-il lancé devant 300 partisans. « Nos trois 'séparatistes' (Lucien Bouchard, Jacques Parizeau et Mario Dumont) nous demandent de débarquer du paquebot et d'embarquer dans une petite chaloupe. On ne sait même pas qui mène les rameurs. Ne nous trompons pas. C'est l'union qui fait la force. Notre économie repose sur la possibilité de faire des affaires ailleurs », a-t-il déclaré.

D'après PC

MANIF CONTRE DES MÉDIAS

■ Une trentaine de personnes ont manifesté, hier vers 18 h 30, à l'intérieur de la Maison de Radio-Canada, boulevard René Lévesque, à Montréal, pour protester contre « le traitement de l'information par La Presse et Radio-Canada ». Militants souverainistes affichés, les manifestants ont pénétré dans l'édifice peu avant que ne débute la soirée du Gala Excellence La Presse, diffusée depuis les studios de Radio-Canada. Ils étaient munis de pancartes « Je pense, donc c'est OUI », « L'indépendance, ça presse », et « Radio-Canada censure ». « On demande un traitement équitable de l'information », a déclaré M. François Saint-Louis. Il n'y a qu'un seul point de vue souverainiste dans La Presse, celui de Foglia. C'est antidémocratique. « Il y a du cynisme à La Presse et à Radio-Canada où on manipule l'information, a dit le cinéaste René Boulanger. On se sent trahi comme lecteur de La Presse car c'est aussi notre journal. » La Presse tentant d'expliquer qu'il ne fallait pas confondre le traitement de l'information par l'équipe éditoriale avec celui que font les journalistes non éditorialistes, M. Boulanger a dit que « La Presse a droit à un éditorialiste souverainiste » pour que soient exprimés « les deux côtés de la médaille ».

Eric Clément

ROCHELEAU VICTIME D'UN INCENDIAIRE

■ Une main criminelle serait à l'origine d'un incendie qui a causé d'importants dommages à l'immeuble abritant les locaux du député fédéral de Trois-Rivières, Yves Rocheleau, représentant du Bloc québécois, dans la nuit de samedi à hier. Les malfaiteurs auraient frassé une fenêtre du premier étage, à l'arrière de l'immeuble situé au 983, rue Hart, pour y répandre de l'essence à l'intérieur. Ils auraient pris la fuite immédiatement après avoir mis le feu à l'aide d'un briquet, que les enquêteurs ont d'ailleurs retrouvé sur place. Le feu ne s'est toutefois pas propagé à l'ensemble de l'immeuble. Les dommages sont donc principalement dus à la fumée et à l'eau.

D'après PC

ALENA : Chrétien relève les difficultés du Chili

« Rien n'est acquis », dit-il en donnant à ses propos la couleur d'un message au Québec

MARIE TISON
de la Presse Canadienne
NEW YORK

Les mésaventures du Chili montrent à quel point il est difficile d'accéder à l'Accord de libre-échange nord-américain.

C'est ce qu'a déclaré hier le premier ministre canadien Jean Chrétien, à l'issue d'une rencontre avec le président chilien Eduardo Frei Ruiz-Tagle, en marge des cérémonies marquant le 50^e anniversaire de l'Organisation des Nations unies.

Le président américain Bill Clinton a dû constater cette semaine qu'il ne pourrait probablement pas obtenir du Congrès une procédure de négociation accélérée, appelée « fast track », qui aurait pu permettre une accession rapide du Chili à l'entente nord-américaine.

Le comité de la Chambre des représentants sur les voies et moyens avait approuvé un projet de loi prévoyant une telle procédure, mais cette législation n'a pas survécu à une conférence entre des représentants de la chambre et du Sénat.

Comme 1996 sera une année de campagne électorale présidentielle et

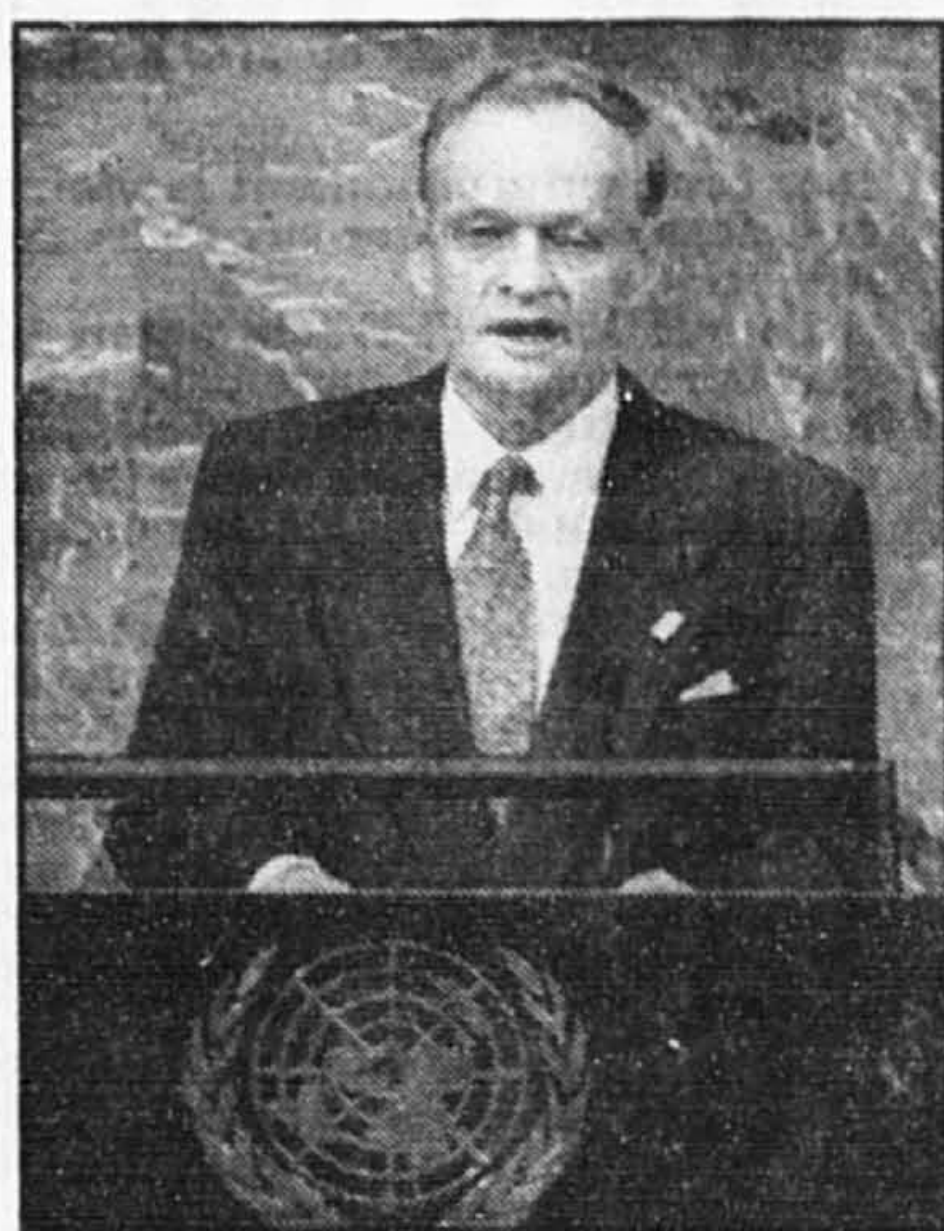


PHOTO AFP

Jean Chrétien a prononcé, hier, une allocution à la tribune de l'ONU.

législative aux États-Unis, il serait peu probable que le Congrès approuve une procédure de négociation accélérée

avant 1997, ont indiqué des hauts fonctionnaires du gouvernement canadien hier.

M. Chrétien a déclaré que si le président Frei était déçu, le Canada l'était aussi.

« Nous avons convenu, le Canada, le Mexique et les États-Unis, de poursuivre des négociations qui devaient se terminer à la fin de l'année, a-t-il rappelé aux journalistes. Soudainement, nous ne savons pas à quel moment ça va se terminer.

« Ce qui prouve que ce n'est pas facile d'entrer dans l'ALENA », a-t-il poursuivi.

L'accession d'un Québec souverain à l'accord nord-américain est une des questions qui caractérisent le débat référendaire actuel. Le gouvernement péquiste espère une accession automatique, sinon rapide, alors que plusieurs experts américains estiment que les négociations seront longues et ardues.

Au cours d'une séance d'information destinée aux journalistes, les hauts fonctionnaires canadiens ont affirmé que chaque fois que l'on voulait rouvrir l'entente de libre-échange pour laisser entrer un nouveau partenaire, les intérêts sectoriels américains sautaient sur l'occasion pour faire avancer

leur cause. Dans le cas du Chili, par exemple, les producteurs de vin de Californie cherchent à obtenir des mesures de protection particulière.

Les fonctionnaires, qui n'ont pas voulu être identifiés, ont déclaré que pour cette raison, l'administration américaine ne voulait pas entreprendre de négociations détaillées avec le Chili sans procédure de négociation accélérée.

En vertu de cette procédure, dès qu'un projet d'accord est déposé au Congrès, il ne peut être amendé. Sans cette protection, un accord soigneusement négocié par l'administration pourrait se faire défigurer par des amendements téléguidés par des groupes d'intérêts.

L'accession du Mexique s'était faite grâce à une telle procédure.

Un fonctionnaire canadien a rappelé que l'économie chilienne était en pleine expansion, que les trois pays membres de l'ALENA étaient d'accord pour l'inclure, mais que malgré tout cela, l'accession du Chili était loin d'être chose faite.

« Même dans le meilleur des mondes, rien n'est acquis », a-t-il déclaré, sans nommer le Québec, mais avec un sourire en coin.

Dumont questionne Daniel Johnson sur l'après-OUI

PHILIPPE CANTIN
QUÉBEC

Les leaders du OUI, Lucien Bouchard en tête, évoquent désormais avec insistance les lendemains d'une victoire souverainiste. Hier, Mario Dumont est embarqué à son tour dans la danse, posant des questions pointues à propos de Daniel Johnson, à qui il reproche ses déclarations sur une éventuelle fuite des capitaux dans un Québec souverain.

« On se demande si M. Johnson joue à Jojo Savard en faisant des prédictions, ou s'il est en train d'encourager l'affaiblissement du Québec. Comment agira-t-il au lendemain d'un OUI ? Il doit se positionner rapidement et nous le dire.

« Travaillera-t-il pour que le Québec ne paie pas davantage que sa juste part du déficit ? Travaillera-t-il pour rassurer les investisseurs et expliquer à tout le monde que le Québec est un endroit où on continuera de faire du commerce ? Collaborera-t-il à donner au reste du monde des explications correctes sur ce qu'est le Québec, ou sera-t-il un agitateur pour essayer de l'affaiblir ? Deviendra-t-il un allié du Québec ou des autres provinces ? J'aimerais le savoir dès maintenant, ça pourrait aider les gens à savoir à qui faire confiance durant la campagne référendaire. S'il se retourne contre le Québec le lendemain d'un OUI, faut le savoir. »

M. Dumont a émis ces commentaires lors d'un point de presse, à la suite d'une rencontre avec des religieuses de la congrégation Saint-François d'Assise, à Charlesbourg. Debout entre un Christ en croix, une statuette de la Vierge Marie et le drapeau du Québec, il leur a livré un message à forte dose pédagogique, aidé en cela par plusieurs tableaux décrivant la souveraineté. M. Dumont a répété un de ses thèmes favoris, à l'effet que le sens d'un OUI n'était pas la victoire de la « séparation », mais plutôt d'un « nouveau partenariat » assorti d'une « souveraineté sans frontières ». Ces définitions laissent entrevoir des discussions intéressantes à l'intérieur de la coalition souverainiste si le OUI l'emporte.

Deux religieuses ont pris la parole pour soutenir l'option de M. Dumont. Il a signifié son accord quand l'une d'elles a soupçonné Pierre Elliot Trudeau de tirer des ficelles dans le camp du NON.

Plus tard, M. Dumont a expliqué : « La philosophie de M. Trudeau, sa volonté d'égalisation des provinces, est perceptible dans le débat. Le ministre André Ouellet nous renvoie à l'époque pré-Duplessis en questionnant le fait que le Québec ait son propre rapport d'impôts. On n'a jamais aussi durement parlé d'égalisation des provinces depuis des décennies. »

Plus tard en journée, lors d'un grand rassemblement souverainiste tenu à Québec, M. Dumont a précédé Lucien Bouchard et Jacques Parizeau à la tribune. Il s'en est de nouveau pris au chef du camp du NON en affirmant : « M. Johnson, vous auriez plus de chances de nous convaincre que Popé n'aime pas les épinards, que Jean Chrétien souhaite vraiment la société distincte pour le Québec. Pour lui, ce concept se résume à : "Tout le monde knows that I'm French when I speak English". Ça enlève de la valeur à l'expression. »

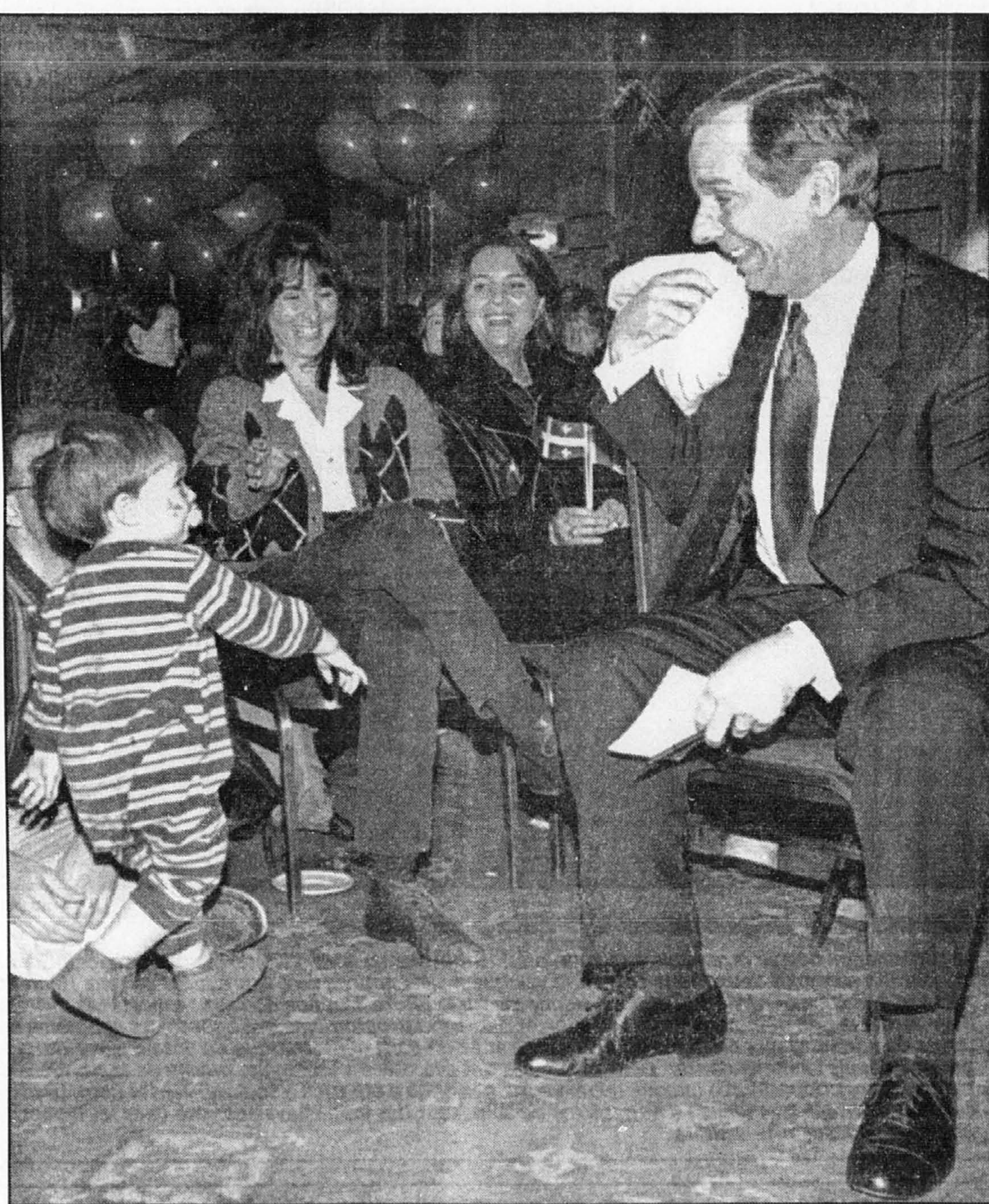


PHOTO CP

Jeu politique

Manifestement plus enclin aux jeux qu'aux discours politiques, le jeune Zachary Lukas, 18 mois, n'a pas hésité à lancer son oreiller à Daniel Johnson hier, au cours d'une assemblée du NON.

Johnson demande de détromper ceux qui croient qu'on renouvellera le fédéralisme

PAUL ROY

Daniel Johnson a demandé hier à Jacques Parizeau et Lucien Bouchard de « détromper les Québécois qui s'approprient à voter OUI pour renouveler le fédéralisme canadien ».

« Comment peut-on se satisfaire, en démocratie, lorsqu'on est le chef du OUI, comme Jacques Parizeau, de savoir que 30 % des appuis qu'il va recevoir sont en train de lui être donnés dans la confusion la plus complète sur les enjeux ? », a demandé le chef du NON hier soir, au cours de l'émission L'heure du choix de Radio-Canada.

À défaut de face-à-face, les chefs des deux camps ont été interviewés « dos à dos » — l'expression est de M. Johnson —, hier soir, à L'heure du choix. Après M. Johnson, donc, ce fut au tour du premier ministre Jacques Parizeau de répondre aux questions de Bernard Derome.

Refusant, à une semaine de l'échéan-

ce, de faire le post-mortem de la campagne du NON, qui s'est déjà mieux portée qu'au cours des derniers jours, M. Johnson, l'air agacé, a répété à plusieurs reprises que l'enjeu du référendum c'était de se séparer du Canada.

« Que les chefs du OUI soient plus clairs, a-t-il demandé, et que M. Bouchard nous dise enfin, comme négociateur, il va négocier quoi exactement ? Le renouvellement du fédéralisme canadien ? Non, il a dit non, M. Parizeau n'est pas intéressé. »

Au journaliste Jean-François Lépine, qui lui demandait s'il souhaite des changements constitutionnels, le chef du NON a répondu : « On n'est pas dans le milieu d'une ronde constitutionnelle, on est en train de voter si on démolit le Canada ! »

Si le OUI l'emporte le 30, que fera Daniel Johnson le 31 octobre ? « Je suis chef de l'opposition, a-t-il laissé tomber, alors le lendemain, je ne serai pas un des 90 000 Québécois qui risquent de perdre leur emploi ! »

Interrogé sur la confusion évoquée par le camp du NON, M. Parizeau a pour sa part affirmé que les 30 % d'électeurs qui, selon les sondages, croient qu'un OUI équivaut à un mandat pour aller négocier un renouvellement du Canada, vont de toute façon voter majoritairement NON.

« On vit dans un pays libre, a-t-il ajouté lorsque relancé par l'interviewer, tout le monde peut interpréter comme il l'entend la question. Mais la question est claire, la question porte sur la souveraineté du Québec. »

M. Parizeau a par ailleurs écarté toute possibilité que le reste du Canada refuse de négocier avec le Québec après un OUI majoritaire. « On sait bien qu'ils vont négocier, à quel rythme, de quelle façon (...) Moi j'ai tout espoir que ça va bien se dérouler. »

Si c'est NON, Jacques Parizeau ira-t-il négocier ? « Si c'est NON, il n'y a rien à négocier, on nous l'a dit. »

Et la peur ? lui a demandé l'interviewer. « La peur ? La peur... Pourquoi j'aurais peur ? »



Mario Dumont

RÉFÉRENDUM 95

RÉFÉRENDUM 95

Notes
de
campagne

UN OUI RELIGIEUX...

Bien que la très grande majorité des membres des communautés religieuses semblent avoir fait un vœu de silence lorsqu'il est question de politique, des religieuses et des religieux travaillant surtout auprès des personnes démunies ont décidé d'afficher ouvertement leur option en faveur de la souveraineté du Québec.

Le Regroupement des religieuses et des religieux pour le OUI compterait à ce jour 350 adhérents.

Ces personnes, selon le Comité du OUI, considèrent que leur engagement en faveur du OUI s'inscrit dans la ligne de leur solidarité avec les personnes les plus pauvres de la société. Des religieuses et des religieux oeuvrant dans les milieux populaires auraient en effet eu beaucoup de difficulté à déceler un minimum de solidarité sociale dans les discours de bien des gens d'affaires et des fédéralistes.

MUSIQUEPLUS REMET ÇA

Fort de succès incommensurable remporté au cours de la campagne électorale de l'an dernier avec la visite dans ses studios de Jacques Parizeau, Daniel Johnson et Mario Dumont, la station de télévision MusiquePlus a jugé qu'elle devait absolument remettre ça : la série *Politiquement Direct* est ressortie des tiroirs à l'occasion de la campagne référendaire.

Cette fois, les personnages invités sont Lucien Bouchard, représentant l'option du OUI, et Daniel Johnson, pour le NON. Une émission est également consacrée au « peut-être », ou au NOUI, pour les voteurs qui ne savent toujours pas où jeter de la tête.

Si plusieurs téléspectateurs risquent de regretter l'extraordinaire Miss Kitchenette, il paraît qu'ils ne perdront rien au change avec une Miss Québec, un Monsieur Canada et Lady Réalité...

UNE ÉMISSION FRANCHEMENT ÉTUDIANTE

C'est une « sortant de l'ordinaire » que CISM 89,3 FM promet d'offrir à son auditoire le soir du dépouillement du scrutin référendaire.

La station de radio étudiante de l'Université de Montréal, comptant sur une équipe de 25 journalistes, se dit en mesure de présenter une couverture complète de la soirée référendaire.

L'émission aura un caractère franchement étudiant et se distinguera par sa couverture, ses capsules et ses débats, note un de ses coordonnateurs, Pascal Chind.

Nicolas Girard, des Jeunes pour le OUI, et Daniel Leduc, représentant du NON, seront sur place pour interpréter les résultats du scrutin tandis que des professeurs et des étudiants les analyseront à mesure qu'ils seront dévoilés.

UN MAIRE DÉVOILE SON OPTION...

Le maire de Granby, Michel Duchesneau, avait décidé de ne pas prendre position publiquement dans la présente campagne référendaire. Mais voilà que, après avoir expliqué ce fait au représentant d'un journal local, des citoyens ont compris... qu'il avait opté pour le NON.

M. Duchesneau s'est donc cru obligé de remettre les pendules à l'heure. C'est ce qui explique qu'on a vu Monsieur le maire ces derniers jours sur une tribune en compagnie du vice-premier ministre Bernard Landry et qu'on l'a même entendu faire une longue profession de foi en faveur du OUI.

Le maire Duchesneau a appuyé son OUI sur des considérations financières et budgétaires. Il a comparé le Canada à un bateau dont la coque est percée d'une immense brèche et il a fait ce récit imagé :

« Alors, moi, je vous dis ceci : 'Le Titanic gèle dangereusement. Le temps est venu. Dans l'ordre et le calme, évacuons ce luxueux paquebot troué et montons sur le navire armé québécois. Il est plus petit, certes, mais c'est justement là son principal avantage.' »

ÉTRANGES FLUCTUATIONS

Des choses incompréhensibles — du moins à première vue — se passent en effet dans cette belle circonscription de Bertrand, où la candidate péquiste Monique Simard a subi la défaite aux élections de l'an dernier par un peu moins de 150 voix aux mains du candidat libéral Robert Thérien.

Dans une des 22 municipalités de la circonscription, Ville d'Estérel, 87 électeurs s'étaient inscrits pour voter au référendum de 1992. Aux élections de septembre 1994, on y a vu apparaître sur la liste électorale 214 électeurs. Et cette année, pour le référendum, la liste ne comprend plus que 114 électeurs.

On a constaté des variations semblables, bien que moins marquées, dans une autre municipalité de la circonscription, Ivry : 231 électeurs, 312, puis 246.

Des taux de natalité incroyables vers la fin des années 70, ou encore des déménagements en masse, ou — ce qui serait bien triste, entre nous — des décès à la douzaine expliqueraient-ils ces étranges fluctuations ?

LES CHEFS

Daniel Johnson fait campagne aujourd'hui dans l'Outaouais. Il participera à un grand rassemblement du NON ce soir à Hull en compagnie de Jean Charest et du ministre fédéral Marcel Massé.

La ministre fédérale Lucienne Robillard visite la Gaspésie et Charlevoix.

Jacques Parizeau dirige la caravane du OUI dans la région de Montréal tandis que Lucien Bouchard est à Québec et que Mario Dumont est dans la Mauricie et dans les Bois-Francs.

JULES BÉLIVEAU

« Faites attention, on ne peut rien relâcher »

À une semaine du vote, Parizeau met ses troupes en garde contre une confiance excessive

PHILIPPE CANTIN
QUÉBEC

À une semaine du référendum, au moment où la tension atteint un sommet dans les deux camps, la coalition souverainiste s'est offert un chaud rassemblement, hier, au Pavillon de la jeunesse, à Québec. Agitant des fleur-délisés dans tous les sens et brandissant à bout de bras des pancartes du OUI, près de 5000 personnes ont entendu les discours de Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Mario Dumont.

Fidèle à son habitude, M. Bouchard a provoqué les réactions les plus enthousiastes, avec une autre de ces envolées passionnées, et non dénuée d'humour, dont il a le secret. Et si le premier ministre Parizeau a plus modestement soulevé leur ardeur, c'est tout de même lui qui a livré à cette assemblée partisane le plus important message de la journée.

« Faites attention, on ne peut rien relâcher, leur a-t-il dit. Le grand danger, c'est que dans l'enthousiasme des grands rassemblements comme celui d'aujourd'hui, on se dise : "Ça y est, ça marche bien, ça roule, vous allez voir..." Les référendums, c'est comme les élections : ça se gagne vote par vote. Je demande à chacun d'entre vous de choisir, parmi les gens que vous connaissez bien et avec lesquels vous avez un rapport de confiance, une

personne indécise, une seule, pas cinq, et de l'amener à voter OUI d'ici le 30 octobre. »

Pour les dirigeants souverainistes, les mots de M. Parizeau vont bien au-delà des clichés électoraux. Les sondages internes démontrent que les électeurs deviennent peu à peu imperméables aux arguments servis par les témoins de chacun des camps, explique-t-on, dans l'entourage du premier ministre. Et même si les derniers sondages accordent une légère avance au OUI, on sait que la partie sera rude pour arracher une majorité. À sept jours de l'échéance, rien n'est joué.

En revanche, les stratégies du OUI sont convaincues comme jamais que la victoire est à leur portée. Pour faire pencher la balance, ils accéléreront l'Opération Convaincre, ou des partisans signent une déclaration dans laquelle ils s'engagent « avec enthousiasme » à convaincre un indécis. Au cours de la semaine, ces dizaines de milliers de signataires, qui ont aussi fourni leurs adresses et numéro de téléphone, recevront un appel pour vérifier la progression de leur mandat.

L'objectif du camp du OUI est d'arriver au 30 octobre avec la certitude que 1,4 million de Québécois, nommément identifiés grâce au pointage réalisé dans les 125 comtés du Québec, appuieront la souveraineté. On soutient qu'un vote sûr équivaut dans les faits à

tout près d'un vote et demi le jour du scrutin. Si le taux de participation avoisine les 85 p. cent, l'objectif de 1,4 million, pas encore atteint, suffirait pour consacrer leur victoire.

Même s'ils étaient heureux de l'enthousiasme manifesté au Pavillon de la Jeunesse, les dirigeants souverainistes reconnaissent les limites de ces assemblées à grand déploiement. Elles fournissent des images stimulantes pour les nouvelles télévisées, mais ne convainquent pas nécessairement les indécis. Et ce sont eux qui tiennent entre leurs mains le résultat du référendum. Compte tenu du taux d'abstention, 1 p. cent du vote exprimé correspond à environ 40 000 voix. L'écart entre les deux options demeurant étroit, un nombre relativement petit de Québécois fera sans doute la différence le 30 octobre. Voilà pourquoi le camp du OUI mise tant sur l'Opération Convaincre.

« On commence à arriver au bout de l'ère des discours, a ajouté M. Parizeau. Les gens commencent à être pas mal tannés. Moi, je suis tanné du son de ma propre voix. Ce qui aura de l'effet d'ici là fin, c'est votre travail. Vous avez littéralement le pays du Québec entre les mains pour les huit ou neuf prochains jours. Le pays est à vous. »

Dans son allocution, M. Parizeau a aussi raconté son désarroi en voyant 40 pays d'Amérique réunis autour du président américain Bill Clinton, il y a

quelques mois, à Miami, afin de discuter de libre-échange.

« Il y en avait de pas gros, comme le Honduras et le Costa-Rica. Et nous, on n'était pas là. Alors qu'on est très important là-dedans : le commerce du Québec avec les États-Unis est égal à leur commerce avec le Brésil, le Chili et l'Argentine ensemble. On n'est pas un méné dans cet océan. Mais le Québec n'y était pas, parce qu'il est une province. Il fallait encore que quelqu'un parle pour nous. C'est comme si on était sans voix. Mais nous sommes un peuple, même si la constitution de 1982 le nie. Le 30 octobre, nous allons enfin être le peuple fondateur, le peuple fondateur du Québec. »

De son côté, Lucien Bouchard a tonné à boulets rouges sur le premier ministre Jean Chrétien et réservé quelques flèches à Daniel Johnson, même s'il l'a de nouveau invité à rejoindre « le grand camp du Québec » après un OUI. Évoquant les éventuelles négociations avec le reste du Canada, M. Bouchard, négociateur en chef désigné, a déclaré : « Dorénavant, c'est tout le peuple du Québec qui ira à Ottawa. Avec la confiance de M. Parizeau et de son gouvernement, je m'asseoirai pour négocier rempli de fierté, avec la pleine conscience de mes faibles moyens, mais tellement compensés par la force d'un peuple. »

Ces mots lui ont valu une longue ovation.

Claude Pélouin
a honte des
« Bébéquois »

MICHÈLE OUIMET

Le poète Claude Pélouin a honte. Honte des « Bébéquois » et de leurs « hésitations douillettes », honte de la « mollesse générale de mon peuple », honte des « Québécois installés dans la ouate », honte « de vos mots prudents du genre souveraineté ».

Claude Pélouin, ce poète iconoclaste qui a écrit *Lindberg* pour Robert Charlebois et qui a lancé sa phrase célèbre *Vous êtes pas écoeurés de mourir bande de caves*, se lance dans la bataille référendaire. Il a écrit un pamphlet de 24 pages en faveur de l'indépendance afin de convaincre les indécis.

En 1980, Pélouin s'est tu. Aujourd'hui, il parle parce que « ceux qui devraient s'impliquer ne s'impliquent pas ».

« Ou sont mes chums ? demande-t-il. Que font les Robert Charlebois, Yvon Deschamps et Jean-Guy Moreau ? C'est maintenant qu'on a besoin d'eux. »

Son pamphlet est virulent. Il parle d'un « Canada moisi », du Québec qui n'est plus qu'un « grand dortoir camouflé par les comiques et les imitateurs », d'un peuple pris dans « la vase de son passé, à genoux, envahi, écrasé » et du NON qui est un « furoncle dans la bouche des gens ».

« Vous avez tué Nelligan et mon ami Claude Gauvreau mais vous ne m'aurez pas ! écrit-il. Le Québec est devenu une tragédie au niveau création ! J'ai été boycotté — jalouse — outrance et assommé ! C'est assez ! Il n'y a plus de folie créatrice ici ! (...) Je ne me suiciderai pas ni ne deviendrai malade mental pour avoir votre respect ! »

Claude Pélouin n'a jamais mâché ses mots. La cinquantaine bien enrobée, habillé en jeans et bottes de cowboy, portant des grosses bagues et une chaîne en or au cou, il jette l'anathème avec la plus grande facilité.

« Le Canada, tranche-t-il, c'est terminé. La Colombie-Britannique va se séparer avant nous si on n'arrête pas de niaiser. »

Il n'aime pas la question référendaire, « trop longue et pas claire ». Il déteste le mot souveraineté qui est « un mot poli et prudent qui me pue au nez ».

Il admire Lucien Bouchard et apprécie Jacques Parizeau même s'il représente « la vieille garde ». « C'est un vrai Québécois, précise-t-il. That's it. »

Son pamphlet a des accents xénophobes. Même s'il affirme que ses meilleurs amis sont Espagnols, Allemands, Italiens ou Français, son chauvinisme transpire.

« Ottawa, écrit-il, est en voie de tuer tout espoir de voir un Québec maître de ses destinées en nous envahissant de milliers de gens venus de partout avec leurs coutumes, leur langue et leur besoin de travailler qui, ne nous illusionnons pas, seront hélas pour la plupart contre la séparation. »

Pélouin est un zélateur encombrant. Les médias le fuient, le comité du OUI aussi. Il le sait mais il hausse les épaules, vaguement ulcéré. Il n'arrive pas à faire passer son message. « Je ne vais tout de même pas louer un avion et *dropper* mon texte au-dessus de Montréal, dit-il. Même un poète n'a pas le droit de parole chez lui ! »

Pélouin a déjà convaincu 12 chauffeurs de taxi. Dans le fond, tout ce qu'il souhaite, c'est faire passer son message. « On a 18 ans, c'est l'heure de quitter la maison, résume-t-il. On est assez grand. »



PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

Dans un bureau de scrutin du boulevard De Maisonneuve, à Westmount, cette dame âgée a eu besoin du secours d'un agent de sécurité après avoir éprouvé une faiblesse à la suite d'une trop longue attente.

« Deux heures et quart pour voter »

Le vote par anticipation accuse parfois des retards inquiétants

MARIE-CLAUDE LORTIE

Si la première journée de vote par anticipation s'est généralement bien déroulée, elle n'a tout de même pas été parfaite. À Westmount par exemple, on ne peut pas dire que ça s'est passé comme sur des roulettes.

Pourquoi est-ce que c'est si mal organisé, soudainement, alors qu'on n'a jamais eu de problème auparavant ? C'est quand même surprenant, disait René Le Clère hier après-midi, furieux d'avoir attendu plus d'une heure, en vain, au bureau de vote par anticipation de Westmount, situé à l'angle du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue Victoria.

Moi je suis sûr qu'ils essaient délibérément de décourager les gens de voter parce qu'ils savent que Westmount vote NON », a lancé un autre électeur, qui a fait demi-tour après avoir attendu une heure et demie.

C'est une hypothèse qui n'est pas vérifiable, mais il y a un problème, c'est évident », a ajouté M. Le Clère.

Quand *La Presse* s'est rendue sur les lieux, vers 16 h, après avoir reçu plusieurs appels d'électeurs outrés, la queue pour voter s'étendait jusqu'au trottoir. À l'intérieur de l'immeuble, plus d'une centaine de personnes, âgées pour la plupart, attendaient entassées.

Plusieurs personnes repartaient sans avoir voté. L'attente était trop longue. « On m'a dit que j'en avais encore pour deux heures. Ça fait une heure que j'attends, je m'en vais, je reviens », a lancé une dame.

« J'ose espérer qu'ils ne font pas exprès », a ajouté Victoria Alward.

À un certain point, la cohue était telle que les organisateurs ont perdu le contrôle et ont été obligés d'appeler la police pour remettre un peu d'ordre.

Les électeurs qui avaient eu la patience d'attendre ressortaient pour la plupart fâchés.

« Je n'ai jamais vu une chose pareille. Moi ça m'a pris deux heures et quart pour pouvoir voter et une fois arrivé au bureau de vote, je pensais que ça allait se passer rapidement. Mais non. Une des personnes a trouvé mon nom en dix secondes sur la liste mais les trois autres ont pris dix minutes. C'était évident qu'elles faisaient exprès », lance Israël.

C'est bizarre. On n'a jamais vu ça avant. Ce n'est quand même pas la première fois qu'ils organisent des élections », ajoute Lana, sa femme.

À Longueuil aussi, l'attente était très longue et plusieurs personnes sont reparties sans avoir voté. « J'ai dû attendre plus d'une heure. Les handicapés étaient obligés de faire la queue avec tout le monde. Il n'y avait qu'une seule porte pour entrer et sortir, pas beaucoup d'espace. C'était le désordre », explique une électrice, qui a vu plusieurs personnes se décourager et faire demi-tour.

Selon Bernard Renald, porte-parole du bureau du Directeur général des élections, la première journée de vote par anticipation ne s'est pas déroulée plus mal qu'à l'habitude. Selon lui, il est normal que durant la première

journée se posent quelques problèmes d'organisation. C'est toujours très acheminé au tout début, remarque-t-il et la machine doit se roder.

Dans le comté de Sainte-Marie-Saint-Jacques, dans l'Est, tout allait bien. Quand *La Presse* s'est rendue rue Amherst, aucun problème n'était à signaler et au cègep du Vieux-Montréal, tout se déroulait assez bien aussi.

Mais il y a toujours des petits problèmes à régler », a expliqué une des organisatrices.

Durant le passage de *La Presse* au cègep du Vieux-Montréal, par exemple, le cas à régler concernait une très vieille dame grecque, à qui un scrutateur — celui du camp du OUI — avait dit qu'elle ne pouvait voter. Sa soeur est intervenue, expliquant « on ne veut pas faire de trouble, on veut simplement voter ».

Le problème était que la vieille dame, ne parlant ni anglais ni français, avait dit non tout de suite aux scrutateurs quand ils lui ont demandé s'il lui était impossible de voter le 30 octobre, condition essentielle au vote par anticipation. La vieille dame n'avait rien compris.

Après de longues discussions et l'intervention d'une conseillère juridique, tout s'est finalement réglé et la vieille dame grecque a pu voter. Quelqu'un l'a accompagnée jusqu'à l'isoloir et lui a expliqué, en grec, où se trouvaient le OUI et le NON sur le bulletin de vote. Quand elle est ressortie de la salle, après avoir mis son X, elle s'est mise à pleurer.

tant sur le caractère irréversible du vote du 30 octobre prochain.

M. Charest s'attend à ce que les tenants du OUI « montent le volume et fassent des discours plus longs, plus grands et plus forts ». Il a invité ses auditeurs à rester collés à la réalité pour ne pas mettre en péril leurs caisses de retraite, leurs pensions, leurs économies et pour éviter de voir grimper les taux hypothécaires.

Il a en outre soutenu qu'en cas de victoire du OUI, la liberté pour les Québécois de circuler et de travailler à leur guise au Canada sera entravée.

Presse Canadienne

À une semaine de l'échéance référendaire et entouré de députés et de sénateurs, le chef conservateur Jean Charest a mis en garde, hier, quelque 400 Québécois d'origine arménienne et 800 de la communauté arabe contre le chant des sirènes des tenants du camp du OUI.

« Au cours des prochains jours, ils vont monter le volume de leur discours pour mieux cacher la réalité », a lancé M. Charest en comparant les témoins du camp souverainiste à des vendeurs d'automobiles. « Ils refuseront de



Jean Charest

dire combien coûte le véhicule, de préciser la force du moteur et la durée de la garantie. On vous dira que vous n'avez qu'à signer et qu'on verra après.

« Si vous voulez essayer le véhicule, dès que vous mettez la clef dans le démarreur et partirez le moteur, vous ne pourrez plus changer d'idée », a averti M. Charest, en insis-

RÉFÉRENDUM 95

RÉFÉRENDUM 95
Revue de presse
de l'Ontario

Cachez cet encart que je ne saurais voir...

PASQUALE TURBIDE
collaboration spéciale
TORONTO

■ Votre Presse du samedi aurait dû prendre un peu plus d'espace dans la boîte aux lettres, cette semaine. L'édition du 21 octobre devait inclure Cher Québec..., un encart publicitaire entièrement composé de lettres adressées aux Québécois par les lecteurs du Toronto Star.

Traduit en français pour les lecteurs de La Presse, le cahier devait être encarté simultanément dans les éditions du samedi des deux quotidiens. Mais loi référendaire oblige, la direction de La Presse a décidé de passer outre. Il aurait fallu que l'encart publicitaire soit financé par le camp du OUI ou le camp du NON pour respecter la loi référendaire.

Les 350 000 exemplaires français ne seront pas distribués. Par contre, les lecteurs du Star ont pu jeter un coup d'oeil sur la version anglaise du cahier de huit pages, qui contient une soixantaine de lettres et de dessins d'enfants choisis parmi les 1300 messages reçus depuis l'appel à tous lancé il y a trois semaines par l'éditeur du Star, John Honderich.

Si dans certains cas, l'exaspération des lecteurs est manifeste (« Bon débarras! (...) Pas de divorce à l'amiable (...) Il faut museler le traitre Lucien Bouchard », la majorité d'entre eux demandent simplement aux Québécois de voter NON, pour des raisons sentimentales: « Vous faites partie intégrante de notre identité (...) Le Canada fait des jaloux dans le monde entier (...) J'ai toujours été bien reçu au Québec... »

Plusieurs Ontariens cachent mal leur inquiétude face à la réaction américaine devant un Canada divisé: « Le 49^e parallèle ne nous protégera plus des visées expansionnistes des Américains (...) Les Maritimes pourraient décider de se séparer, comme les provinces de l'Ouest, d'ailleurs. Et les Américains ne seraient que trop heureux de leur venir en aide. »

Les propos du cinéaste Pierre Falardeau n'en finissent plus de déranger la population de Sudbury, la ville du nord de l'Ontario habitée par près d'un tiers de francophones. Le mois dernier, le réalisateur d'Octobre déclarait qu'un NON au référendum transformerait le Québec en Sudbury. Cette semaine, le maire de la ville dénonçait ce discours, jugé insultant pour les francophones. Et la semaine dernière, Pierre Falardeau a eu droit à une réplique cinglante dans les pages du Voyageur, l'hébdô francophone de la ville. La journaliste Dominique Millette exigeait un peu de respect pour les francophones qui réussissent à conserver leur langue, malgré leur statut minoritaire: « C'est vrai qu'on a pas souvent des services en français et qu'on se bat constamment pour que la région se déniaise de ce côté-là. Des fois, on a l'air fou, pis on mange des claques. (...) Mais ce qu'on gagne, on l'a gagné à la sueur de notre front. (...) Il faut pas nous cracher dessus, monsieur Falardeau. »

Les démêlés de Lucien Bouchard avec le taux de fertilité de la race blanche ont immensément réjoui les journalistes d'opinion de la presse ontarienne.

Andrew Coyne, du Globe and Mail, s'est amusé à imiter le chef bloquiste, en faisant référence à ses récentes déclarations sur l'effet « magique » d'un OUI au référendum: « Les faits sont là et ils sont indiscutables: après la souveraineté, les femmes vont devenir plus fertiles. Je ne peux pas en dire plus long, mais disons que ça a quelque chose à voir avec ma baguette magique. »

Par contre, Lorrie Goldstein ne plaisante pas lorsqu'il compare Lucien Bouchard à Louis Farrakhan, dans les pages du Toronto Sun. Le leader noir américain, reconnu pour ses déclarations antisémites, et le chef du parti sécessionniste québécois s'appuient tous les deux sur la passion tribale et l'appel à la pureté de la race, d'après Goldstein, qui conclut que « le rêve de ces deux hommes, une Amérique du Nord polarisée et divisée selon des lignes raciales et linguistiques, se transformerait en cauchemar pour les francophones, comme pour les Noirs. »

Des référendums « pour l'après-OUI »

Cris et Inuit se positionnent en vue d'un Québec souverain, selon David Cliche

ROLANDE PARENT
de la Presse Canadienne
LAVAL

■ Les référendums des Cris et des Inuit relativement à celui sur la souveraineté du Québec constituent en fait des munitions dont se dotent ces deux groupes en préparation de la partie de bras de fer qu'ils entreprendront au plan national et international dans l'éventualité d'un Québec souverain.

« Ils se positionnent pour l'après-OUI à la fois aux niveaux international et national », a déclaré M. David Cliche, adjoint parlementaire du premier ministre pour les Affaires autochtones, au cours d'une interview accordée à La Presse Canadienne.

« Il y a fort à parier qu'au lendemain du référendum québécois gagnant, je vais me retrouver sur le même vol que le grand chef cri Matthew Coon Come, en direction du Parlement européen. »

Pour le député Cliche, les résultats des référendums cris et inuit qui devraient être connus la semaine prochaine ne font aucun doute. Une forte majorité d'Inuit et de Cris choisiront de maintenir leur lien avec le gouvernement fédéral.

Ce qui incite le ministre Cliche à prendre la parole ces jours-ci, c'est l'inquiétude que suscitent dans la population qué-

bécoise « les prétentions territoriales et l'impact que pourrait avoir la conclusion

des référendums des Cris et des Inuit ».

M. Cliche assure que les consultations qu'il a menées auprès d'autorités de la communauté internationale ne lui suggèrent aucune crainte.

« Je suis blindé. J'ai fait le tour du jardin. Je souhaite bon voyage aux Cris et aux Inuit. Il est à peu près assuré qu'ils ne recevront aucun appui formel dans leurs prétentions territoriales dans un Québec souverain », a-t-il soutenu.

« Nous avons l'international avec nous. Matthew Coon Come n'aura d'autre choix que de se plier à la décision de l'international », a-t-il ajouté.

M. Cliche prévoit que dans les semaines ou les mois qui suivront le référendum, si le OUI l'emporte, les pays examineront le sort qui attend la communauté anglophone et autochtone, notamment, avant de reconnaître le Québec.

« La question autochtone va être un des éléments les plus importants », a dit

M. Cliche. « Nous sommes ici dans une partie internationale, sans l'ombre d'un doute. »

« Tout ce que je fais depuis 1990, à titre de consultant pour le Parti québécois et maintenant à titre de député pour le gouvernement québécois, tend à être en mesure de démontrer à la communauté internationale que toutes les mesures raisonnables ont été prises pour associer les Cris et les autres à l'amélioration de notre projet de société et que celui-ci ne leur porte pas préjudice », a-t-il fait valoir.

M. Cliche tient à ce que les autochtones sachent que toutes les consultations menées lui permettent de conclure que seront préservés « l'intégrité territoriale du Québec et le principe de la succession d'État ».

En tenant leur propre référendum, le député Cliche perçoit que les Cris et les Inuit se positionnent pour être en mesure d'exiger une participation à l'élaboration des textes constitutionnels les concernant de façon à éviter que l'État du Québec modifie leurs droits unilatéralement.

Par ailleurs, le député Cliche conçoit très bien que bon nombre de Québécois puissent perdre leur latin quand ils constatent que leur gouvernement signe des ententes avec divers groupes autochtones pour la poursuite des négociations sur

la dispensation de services de santé, d'éducation et de sécurité publique, par exemple, tandis qu'ils voient le chef Matthew Coon Come annoncer un référendum cri et promettre une lutte à finir dans le cas de la souveraineté du Québec.

« Je note l'absence des neuf chefs des villages cris à la présentation de Coon Come pour annoncer le référendum cri. Il y a deux courants dans la société cri. Il y a un clivage entre le grand conseil et les chefs de villages. »

« C'est la même chose chez les Inuit », a-t-il commenté.

Pour illustrer ce clivage, M. Cliche rapporte que le jour même du référendum cri, le 24 octobre, il se tiendra une fête à Oujé-Bougoumou, entourant un prix accordé par l'ONU, à laquelle il a été invité.

Au terme de plusieurs années de travail dans le dossier autochtone, M. Cliche considère que le poids politique dont jouissent les 12017 Cris et les 7840 Inuit du Québec n'a aucune commune mesure avec leur poids démographique.

Sur les 500 000 autochtones vivant au Canada, 12 pour cent ou 60 000 vivent au Québec.

Ces autochtones du Québec reçoivent annuellement 820 millions, soit 530 millions du gouvernement fédéral et 290 millions du Québec.



PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

Cette dame âgée écoute les discours de Rita Dionne-Marsolais et de Monique Vézina en faveur du OUI.

« Je vis en résidence, moi, madame, et c'est pas long que tu te fais des ennemis »

Les personnes âgées détestent dire de quel côté elles vont voter

MICHELLE OUIMET

■ « Vous voulez mon nom ? Pour écrire dans le journal ! ? »

Madame X vit aux Habitations Étienne-Desmaré, dans le quartier Rosemont, une résidence pour personnes âgées qui accueille environ 150 personnes, et il n'est pas question qu'elle dise pour qui elle va voter.

« Mon idée est faite, précisez-elle, pis ça fait longtemps. Ma fille m'a tout expliqué ça. »

Vendredi soir, une trentaine de personnes âgées, presque toutes souverainistes, sont venues entendre la ministre Rita Dionne-Marsolais et l'ex-ministre conservatrice Monique Vézina, deux porte-parole du camp du OUI.

C'est peu mais « certains sont au bowling et d'autres font leurs commissions », explique Kathleen Henderson, la

présidente du comité des locataires qui a organisé la soirée.

Les personnes âgées détestent dire pour qui elles vont voter. Selon le dernier sondage CROP-La Presse, 21 p. cent des 55 ans et plus sont des discrets alors que la moyenne est de 14 p. cent. Le troisième âge est aussi plus fédéraliste: 53 p. cent des 55 ans et plus ont l'intention de voter NON, comparé à 26 p. cent pour le OUI.

Tout près de Madame X, Alice Labelle et Laurent Létourneau affichent fièrement leur macaron en faveur du OUI. « Ici, explique Mme Labelle, c'est une maison de personnes âgées et elles n'aiment pas donner leur idée. Mais ça parle de politique quand ça joue aux cartes. »

« Ils ont peur de perdre leur pension de vieillesse, ajoute Laurent Létourneau, dont le fils est député péquiste dans le comté d'Ungava. C'est la maladie des vieux. »

Un peu plus loin, dans le fond de la salle, se tient Jude Morin, assis bien droit sur sa chaise. C'est un des rares partisans du NON. Il est ici parce qu'il veut poser des questions à Mesdames Marsolais et Vézina. « Je veux savoir où ça s'en va cette affaire-là », explique-t-il.

Dès la fin des discours, Jude Morin s'assoit sur le bord de sa chaise, lève sa main et pose une série de questions qu'il mijote depuis longtemps.

« Quelle monnaie allez-vous utiliser ? demande-t-il. Est-ce qu'on va avoir la photo de Parizeau sur les cinq piasses pis les dix piasses ? Qu'est-ce qui va arriver avec le bord de l'eau ? C'est fédéral, ça. Qu'est-ce que vous allez faire avec la RCMP (gendarmes royaux du Canada) ? Y a les douanes aussi... »

« On sera même plus capables d'aller en Ontario sans passeport, ajoute un vieux monsieur assis juste à côté de Jude Morin. Qu'est-ce qu'on va

faire avec les députés québécois à Ottawa, hein ? On va les nommer sénateurs ? On va leur donner une pension ? Moi, j'ai de la misère à avoir 500 piasses par mois ! »

Rita Dionne-Marsolais et Monique Vézina essaient de répondre aux questions mais les deux hommes sont déchainés et ils leur coupent la parole. La salle proteste et les autres s'en mêlent.

— Vous allez l'avoir votre pension de vétérans, lance Laurent Létourneau au vieux monsieur. — Achalez-moi pas, vous ! lui répond-il. Je vous achale pas, moi !

Le vieux monsieur et Jude Morin finissent par quitter la salle en maugréant, toujours aussi furieux, sous le regard courroucé des autres. Visible-ment, le référendum divise les résidents des Habitations Étienne-Desmaré.

Après tout, ils ont peut-être raison de ne pas parler de poli-

Viens-t-en Ève !

PAUL ROY

■ Les « indécises » de Valleyfield venaient d'entendre les discours de trois sopranos du OUI quand Ève Filiatrault, une cégépienne de 19 ans, s'est levée.

Elle s'est mise à parler d'une enfance « petite maison, petite auto, violence familiale ».

« Un jour, ma mère a décidé de sacrer son camp. Je disais non, non, non, mais ma mère m'a entraînée quand même avec mon frère. Elle m'a dit: Viens-t-en Ève. »

Suivirent trois mois dans une maison pour femmes violentées. Puis, un appartement, et trois vies qui se reconstruisent.

« Ma mère est secrétaire, elle fait des galettes pour boucler les fins de mois, c'est mon modèle de courage », a dit Ève l'autre soir.

Lundi prochain, sa mère et elle — son frère n'a pas encore droit de vote — vont voter OUI.

Ève dit comprendre les NON économiques, les NON de peur. « Mais moi je me dis: Courage ! »

La soirée avait été organisée par l'Association féminine de Valleyfield à l'intention des indécises. Et si nous avons mis le mot entre guillemets, au début de ce texte, c'est que les indécises de Valleyfield, comme cela était prévisible, étaient restées chez elles.

Il y avait bien une trentaine de femmes, au Club Touriste, pour écouter les Nicole Boudreau, Carole Gadouas, Ariane Emond et Ève. Mais toutes semblaient sorties d'une publicité du camp du OUI.

Pas selon Pierrette Poirier, une militante syndicale qui assistait à la soirée: « Ça nous alimente quand même dans nos réflexions, c'est toujours rafraichissant. »

De quoi a-t-on parlé, lors de cette soirée ?

Nicole Boudreau, ex-présidente de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, a donné un cours d'histoire accéléré qui a débuté avec la « défaite » — « et non la conquête » — de 1760.

Carole Gadouas, militante à l'ACEF (Association coopérative d'économie familiale) de Valleyfield, a parlé d'un « recul de la justice sociale » accompagné d'une augmentation de la pauvreté, de la violence, des maladies mentales et de la criminalité. Et elle a dit croire que « la souveraineté va favoriser un déblocage social ».

Ariane Emond, journaliste indépendante et cofondatrice du défunt journal féministe La vie en rose, a évoqué ce « formidable mouvement de droite qui monte des États-Unis et qui est à nos portes, avec les Mike Harris (premier ministre de l'Ontario) et Ralph Klein (premier ministre de l'Alberta) ». Les qualifiant de « balancement de colonnes de chiffres sur le dos des pauvres », elle a dit croire que « le discours économiste est en train de perdre ». Pour elle, le OUI en sera un « à un changement social ».

Pendant la pause, La Presse, toujours préoccupée de bien informer ses lecteurs, s'est mise à la recherche des indécises, dans la salle.

Y a-t-il des indécises à cette table-ci ? Et ici ?

L'exercice n'a pas été vain: il y avait bel et bien une indécise parmi le groupe de femmes. Danielle Roy, son nom.

Indécise, elle l'était à l'arrivée. Mais quand nous lui avons parlé, les discours semblaient avoir fait leur effet.

« Maintenant, je suis plus favorable au OUI », nous a-t-elle répondu.

— Beaucoup plus favorable ? — Disons à 99 p. cent.

Mettez-vous à sa place: seule contre 30 !

Sondage Gallup

Chrétien a l'appui de 61 p. cent des Canadiens

■ Soixante et un p. cent des Canadiens approuvent la façon dont Jean Chrétien s'acquitte de ses fonctions de premier ministre. C'est ce qu'indique un sondage Gallup récent fait dans l'ensemble du Canada. Le mois dernier 57 p. cent seulement des Canadiens exprimaient une opinion identique. Un peu plus d'un cinquième des Canadiens (22 p. cent) désapprouvent la manière dont le premier ministre fédéral accomplit sa tâche, tandis que 17 p. cent n'ont pas d'opinion sur la question.

Les résultats du sondage ré-

velent une différence marquée entre les régions et notamment entre le Québec et le reste du Canada. À mesure que la campagne référendaire s'intensifie au Québec, il apparaît que par son attitude dans l'exercice de ses fonctions de premier ministre Jean Chrétien renforce son image à l'extérieur du Québec mais l'amoinde dans le Québec.

Plus de six électeurs sur dix hors du Québec approuvent la façon dont M. Chrétien se décharge de sa tâche, la proportion variant de 75 p. cent en Ontario à 66 p. cent en Colombie-Britannique et 61 p. cent

dans les Prairies. En revanche, les Québécois sont divisés sur leur évaluation de l'activité de M. Chrétien à la tête du gouvernement fédéral, tout comme ils le sont sur la question de la sécession du Québec. Plus précisément, 39 p. cent des Québécois approuvent la façon dont M. Jean Chrétien se décharge de ses fonctions de premier ministre tandis que 37 p. cent la désapprouvent.

Les Canadiens possédant une plus grande scolarité et aussi plus aisés de même que les non-francophones sont les plus susceptibles d'approuver la performance de M. Chrétien en

tant que premier ministre.

La langue maternelle, ainsi que la région, font apparaître les plus grands écarts sur cette question concernant l'approbation de la manière dont M. Chrétien accomplit son travail de premier ministre. Soixante-neuf p. cent des anglophones et 68 p. cent des allophones accordent leur approbation à M. Chrétien, alors que seulement 39 p. cent des francophones, surtout concentrés dans le Québec, expriment un avis similaire. Il est intéressant de noter, par contre, qu'une proportion égale de francophones, soit 39 p. cent, le désapprouvent.

Le pouvoir motive les souverainistes, selon Ouellet

Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Les dirigeants du mouvement souverainiste sont motivés avant tout par l'ambition du pouvoir, et ce, au détriment du peuple québécois, a affirmé le ministre des Affaires étrangères du Canada, André Ouellet, samedi à Québec.

« Partout dans le monde, les pays les plus développés ont fait appel au principe de la fédération comme modèle d'union. C'est un système qui a fait ses preuves et qui a déjà apporté beaucoup aux Québécois tout comme aux résidents des autres provinces », a-t-il déclaré.

De passage à l'inauguration du nouveau Complexe militaire Saint-Malo, le ministre Ouellet a affirmé que les dirigeants souverainistes recherchaient « le pouvoir pour le pouvoir ».

« Ils le font au détriment de la population du Québec, a-t-il lancé. Il est clair que le système de partage des pouvoirs du système fédéral est de loin celui qui sert le mieux les intérêts de l'ensemble de la population. »

M. Ouellet refuse de penser à l'après-référendum dans la perspective d'une victoire du OUI. « Je ne veux pas faire de spéculation là-dessus parce que les Québécois croient encore au fédéralisme et n'accepteront pas de se laisser entraîner dans cette voie. »

INRS
LA FORCE DE LA SCIENCE

L'INRS annonce la tenue d'un forum sur les finances publiques dans un Québec souverain.

Présentation de l'état des finances publiques par les économistes, auteurs des études récentes sur le sujet.

Questions et discussion d'un panel d'experts québécois et canadiens.

Date :
Le mercredi, 25 octobre 1995
De 10 h à 13 h 30

Lieu :
Centre Sheraton
Salon 4 et 5, 2^e étage
1201 boul. René-Lévesque Ouest,
Montréal

Entrée Libre

Pour information :
Jean-Claude Thibodeau
Tél. : 514 499-4001

INRS Institut national de la recherche scientifique



La I30 1996
à 39 800 \$ est arrivée!

INFINITI



Pourquoi confier à un autre ce que vous auriez bien plus de plaisir à faire vous-même ? D'autant que la I30 possède un intérieur plus spacieux que la Rolls-Royce Silver Spur III et que son moteur V6 en aluminium, développant pas moins de 190 chevaux, rivalise aisément avec un V8 de la même catégorie. Quant au système de freinage ABS, aux deux coussins gonflables, à la télécommande de verrouillage des portes et au système Bose de 200 watts avec un lecteur de disques, lecteur de cassettes et six haut-parleurs, ils vous sont tout bonnement offerts en équipement standard. Bref, vous y trouverez tout ce qui fait le charme d'une berline de luxe pour seulement 39 800 \$. Pour en faire l'essai, visitez votre concessionnaire Infiniti et découvrez pourquoi vous aurez tant de plaisir à posséder qu'à conduire une I30. Tout bien considéré, les kilomètres de votre chauffeur sont bel et bien comptés !

INFINITI

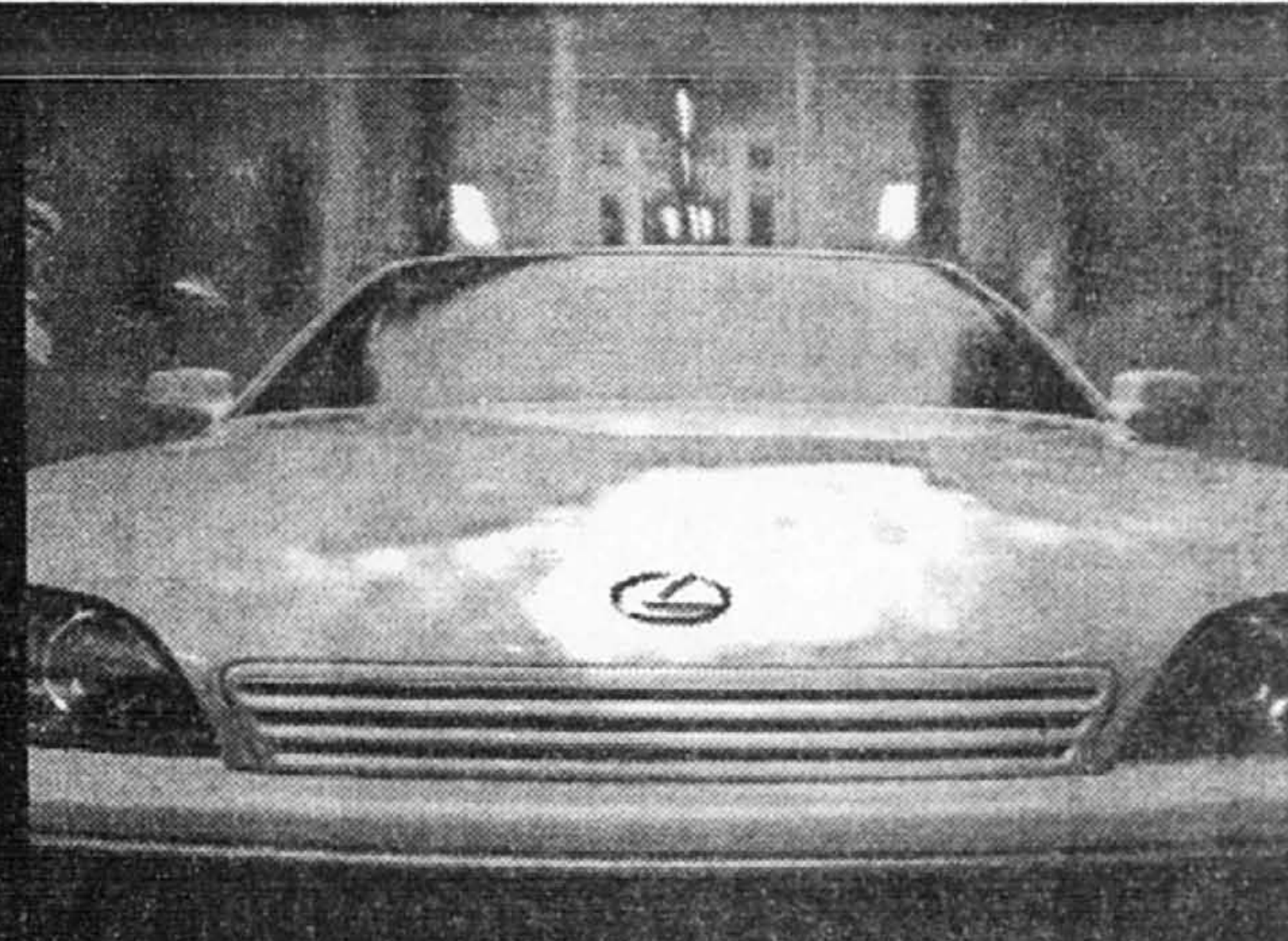
P.D.S.F. de la I30 1996. Bose est une marque de commerce déposée de Bose Corporation.

MÉRIDIEN INFINITI
4000, rue Jean-Talon Ouest, Montréal (514) 731-7977

INFINITI LAVAL
305, boul. St-Martin Est, Laval (514) 382-8550

Bien sûr,
vous pouvez vous payer une Lexus. La preuve ?

Louez une
Lexus ES 300 1996
à un taux de location
de 4,3 % pour 498 \$
par mois.*



Grâce à cette offre unique et limitée de location à un taux préférentiel, le luxe de notre berline toute équipée ES 300 1996 peut être à vous dès aujourd'hui. Appelez-nous ou passez nous voir sans tarder!

GABRIEL LEXUS TOYOTA
3333, Chemin Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec)
Tél. : (514) 748-7777

SPINELLI LEXUS TOYOTA
561, boul. Saint-Joseph
Lachine (Québec)
Tél. : (514) 634-7171

VIMONT LEXUS TOYOTA
255, boul. Saint-Martin est
Laval (Québec)
Tél. : (514) 668-2710
1-800-625-3987 (appels provenant de Montréal)

* L'offre s'applique à la location d'une Lexus ES 300 1996 neuve auprès de Toyota Crédit Canada sur approbation du crédit. SUR LIVRAISON : acompte de 7 500,00 \$ frais de transport et de livraison 800,00 \$, premier versement, taxes applicables et dépôt de sécurité. DURANT LE BAIL : 24 paiements mensuels de 498,00 \$ pour un coût total de 11 952,00 \$ plus taxes. Limite de 48 000 km. Frais de 0,15 \$ le kilomètre excédentaire. À LA FIN DU BAIL : option d'achat de 29 731,40 \$ plus taxes applicables. L'offre s'applique sur les véhicules en stock chez le concessionnaire seulement. La disponibilité peut être limitée. L'offre prend fin le 31 octobre 1995. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails sur les autres termes de location disponibles.



**SPÉCIAUX
D'OCTOBRE**



1995 BMW 525ia

Démo,
blanche, cuir noir
balance garantie du
manufacturier 8 200 km
Stock : #15711

1995 BMW 318ia4

Démo,
blanche, cuirette noire,
accoudoir central,
groupe #1,
balance garantie
du manufacturier,
9 600 km. Stock : #15424

1991 BMW 750il

Noir jais, cuir noir
95 000 km
garantie Canbec

2/1992 BMW 735 il

Argent et noir jais
ces 2 voitures
sont couvertes
par la garantie
Canbec

Faites vite!

Voyez un de nos représentants pour plus de détails.

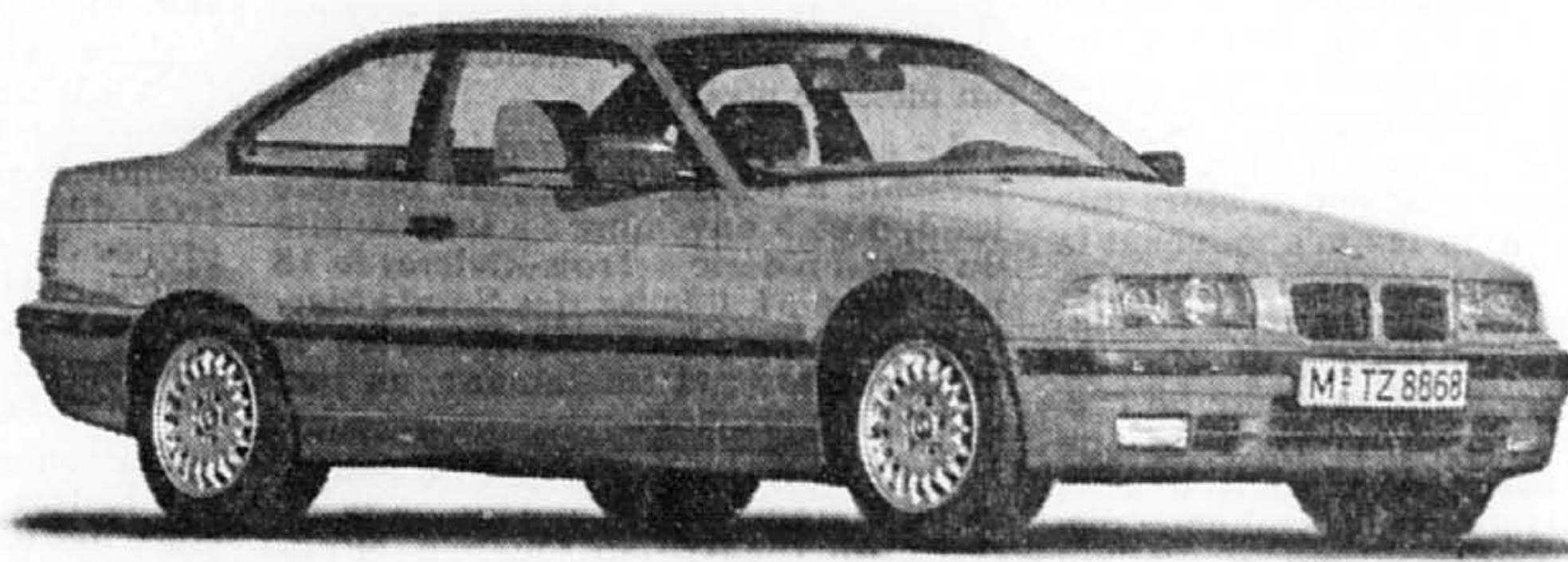
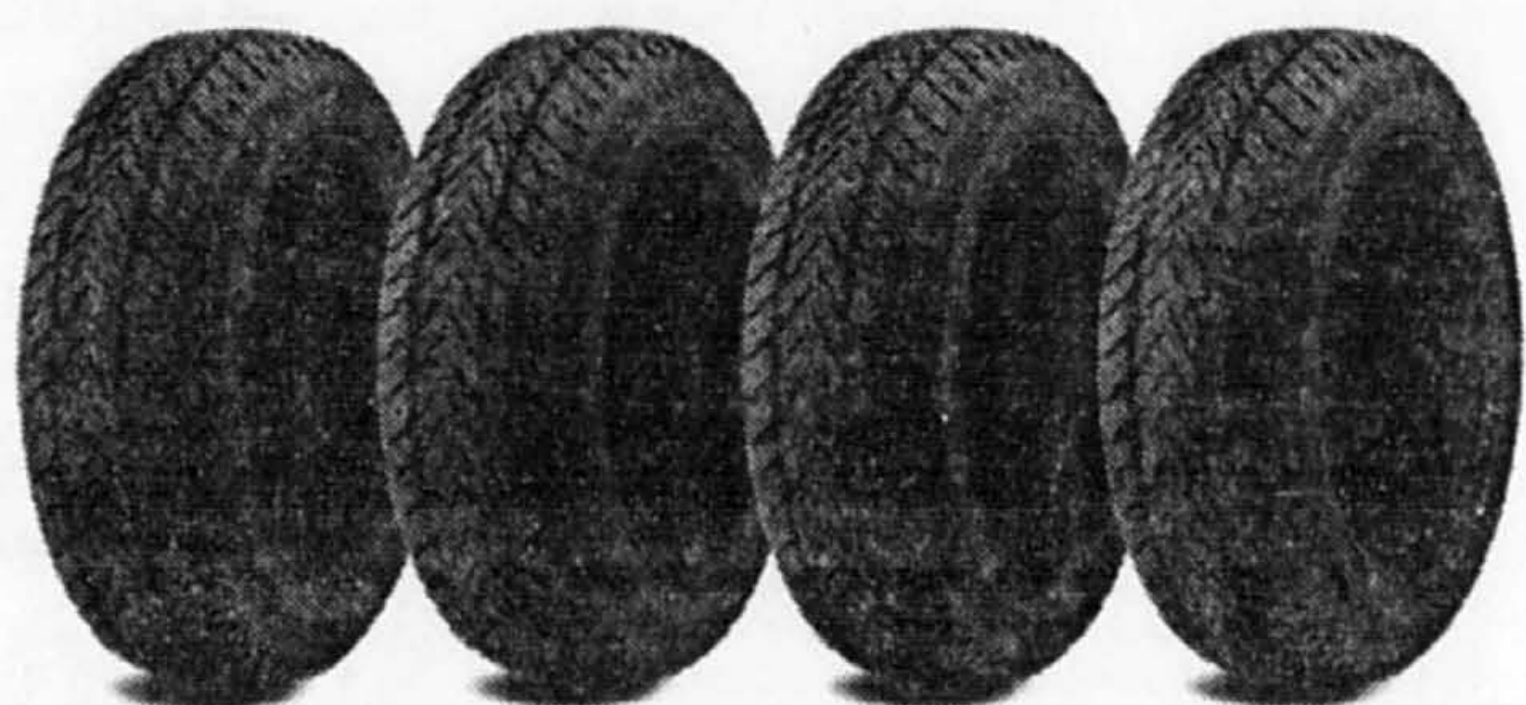


Canbec

4090, Jean-Talon Ouest 731-7871
1er concessionnaire BMW à Montréal depuis 25 ans.

**GAGNEZ UN JEU
DE PNEUS QUI
VIENT D'ITALIE.**

**OU UN JEU DE
CLÉS QUI VIENT
D'ALLEMAGNE.**



À L'ACHAT D'UN JEU DE PNEUS D'HIVER PIRELLI, VOUS OBTENEZ UNE CARTE À GRATTER QUI POURRAIT BIEN VOUS FAIRE GAGNER UNE DE 10 MAGNIFIQUES BMW 318i COUPÉ SPORT OU ENCORE LA VALEUR DE VOTRE ACHAT.

Ne courez pas de risques inutiles avec vos pneus! Pirelli chausse les meilleures voitures au monde depuis plusieurs décennies. C'est ce même niveau de performances que vous obtiendrez avec la gamme complète de pneus d'hiver Pirelli. Et nos

pneus portent aussi une garantie complète contre les risques routiers. Ce n'est pas tout! Pirelli a réussi à créer un concours où les risques sont réduits au minimum! Le Défi Pirelli vous offre plus de 58 000 prix instantanés. Toutes les cartes à gratter vous don-

nent la possibilité de gagner! Pour plus de précisions sur le concours, passez chez un détaillant Pirelli. Mais, faites vite! Le Défi Pirelli prend fin le 15 décembre 1995.

PIRELLI

SANS MAÎTRISE, LA PUISSANCE N'EST RIEN.

Arts Spectacles

Yves Jacques décroche un premier grand rôle à Paris

Dans une pièce d'Oscar Wilde qui prendra l'affiche en janvier au Théâtre national de Chaillot

MICHEL DOLBEC
de la Presse Canadienne

Le comédien Yves Jacques, installé à Paris depuis deux ans, vient de décrocher son premier grand rôle au théâtre. Il montera au début de l'année prochaine sur les planches du prestigieux Théâtre national de Chaillot, haut lieu du théâtre populaire fondé par Jean Vilar.

« Pour le public français, ce sera une révélation. Ça va le propulser », prédit déjà le metteur en scène (et directeur du théâtre) Jérôme Savary, qui ne tarit pas d'éloges à l'endroit du comédien québécois. « Je l'adore. Il est fabuleux, extraordinaire. Il a un gros bagage, une technique remarquable, c'est un maniaque (du travail). Il a un côté Jack Nicholson. Il a beaucoup de charme et sait composer des personnages inquiétants et troublants. »

Savary avait dirigé Yves Jacques à

Montréal dans *La Légende de Jimmy* de Berger-Plamondon, dans laquelle le Québécois jouait le rôle du révérend-narrateur. Tenant sa promesse de lui « trouver quelque chose à Paris », il a décidé de faire appel à lui pour incarner le théologien dans *De l'importance d'être constant*, d'Oscar Wilde. La pièce prendra l'affiche à Chaillot (situé au Trocadéro, en face de la Tour Eiffel) le 6 janvier, pour trois mois. Yves Jacques y donnera notamment la réplique à Ruppert Everett et Maria Pacome.

Dans les années 50, à l'époque du TNP (le Théâtre national populaire de Jean Vilar), Guy Provost a joué au Palais de Chaillot. Pour le reste, on n'a vu que très rarement des comédiens canadiens sur la scène des grands théâtres nationaux français.

Yves Jacques est conscient de sa chance. « Chaillot, c'est Vilar, c'est Gérard Philippe, souligne-t-il avec un brin d'excitation dans la voix. C'est une institution. Je suis vraiment très fier. Je

viens d'abord et avant tout du théâtre. Il s'agit donc pour moi d'une opportunité tout à fait exceptionnelle. »

De l'importance d'être constant est une des meilleures pièces de Wilde et une des plus fréquemment montées en Angleterre. En France, on ne l'a pas jouée depuis plus d'une dizaine d'années. L'auteur dramatique, condamné il y a exactement 100 ans aux travaux forcés pour homosexualité, y dresse un portrait impitoyable de l'aristocratie britannique. C'est aussi, souligne Savary, « une très belle pièce sur la fin de l'adolescence, sur la fragilité du moment où on passe à l'âge adulte ».

Depuis qu'il s'est établi à Paris, Yves Jacques a joué dans sept productions.

La dernière — un film qui a déjà pris l'affiche en Suède — est *Nobel* de Vilgot Sjöman, dans lequel il joue le rôle de George Fehrenbach, l'assistant d'Alfred Nobel. Le film sortira ailleurs dans le monde l'an prochain, pour le centenaire de la mort de l'inventeur de la dynamite (et des prix Nobel...).



Yves Jacques a connu son metteur en scène parisien à Montréal où Jérôme Savary le dirigeait déjà dans *La Légende de Jimmy* de Berger-Plamondon.

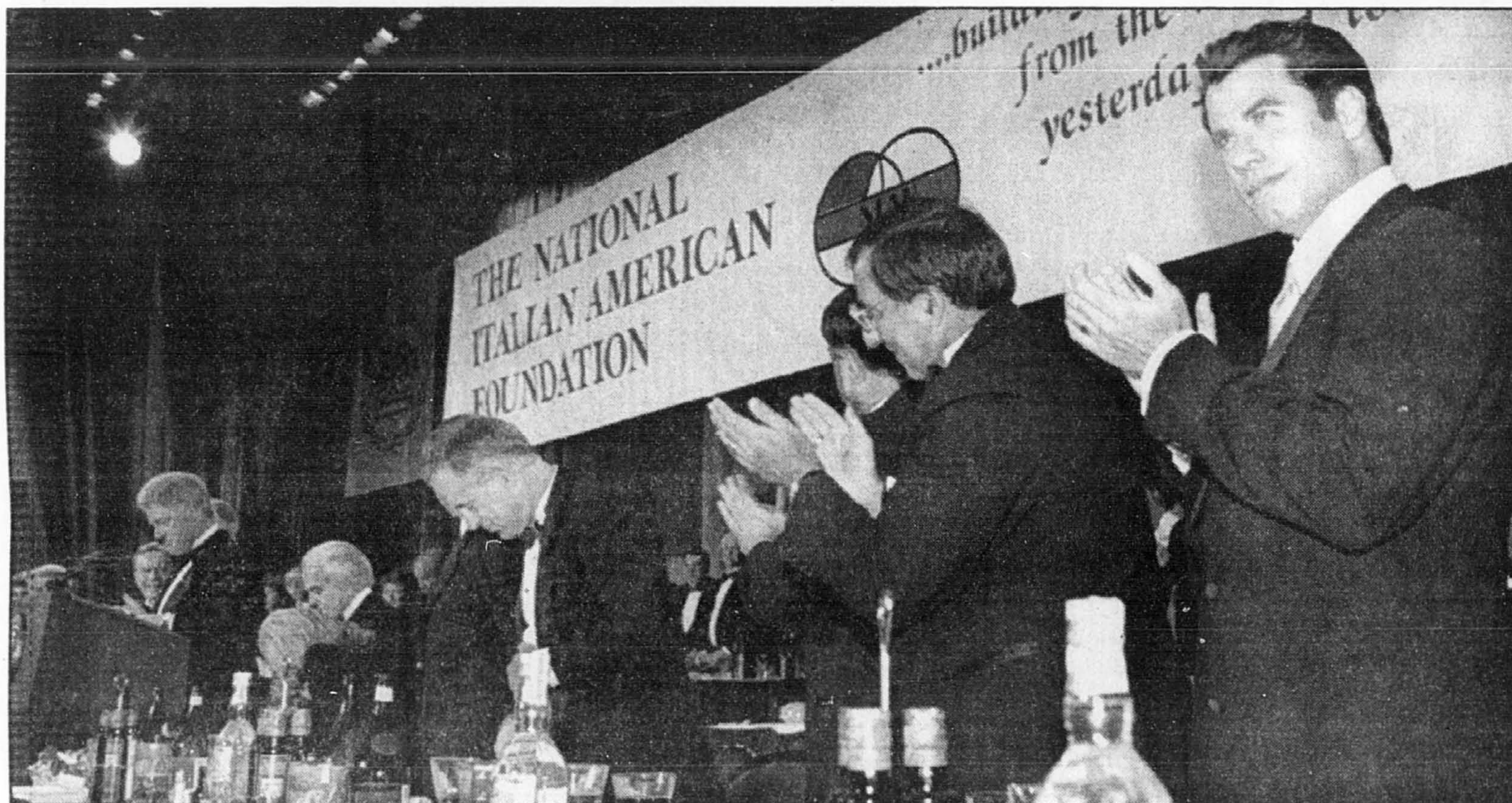


PHOTO AP

John Travolta, la vedette de *Pulp Fiction* et de *Get Shorty* (*C'est le petit qu'il nous faut*) qui a détrôné *Seven* (*Sept*) au box-office ce week-end, a été honoré lors du souper annuel de la Fondation italo-américaine à Washington, en présence du président Clinton, à l'extrême gauche.

Travolta détrône Brad Pitt

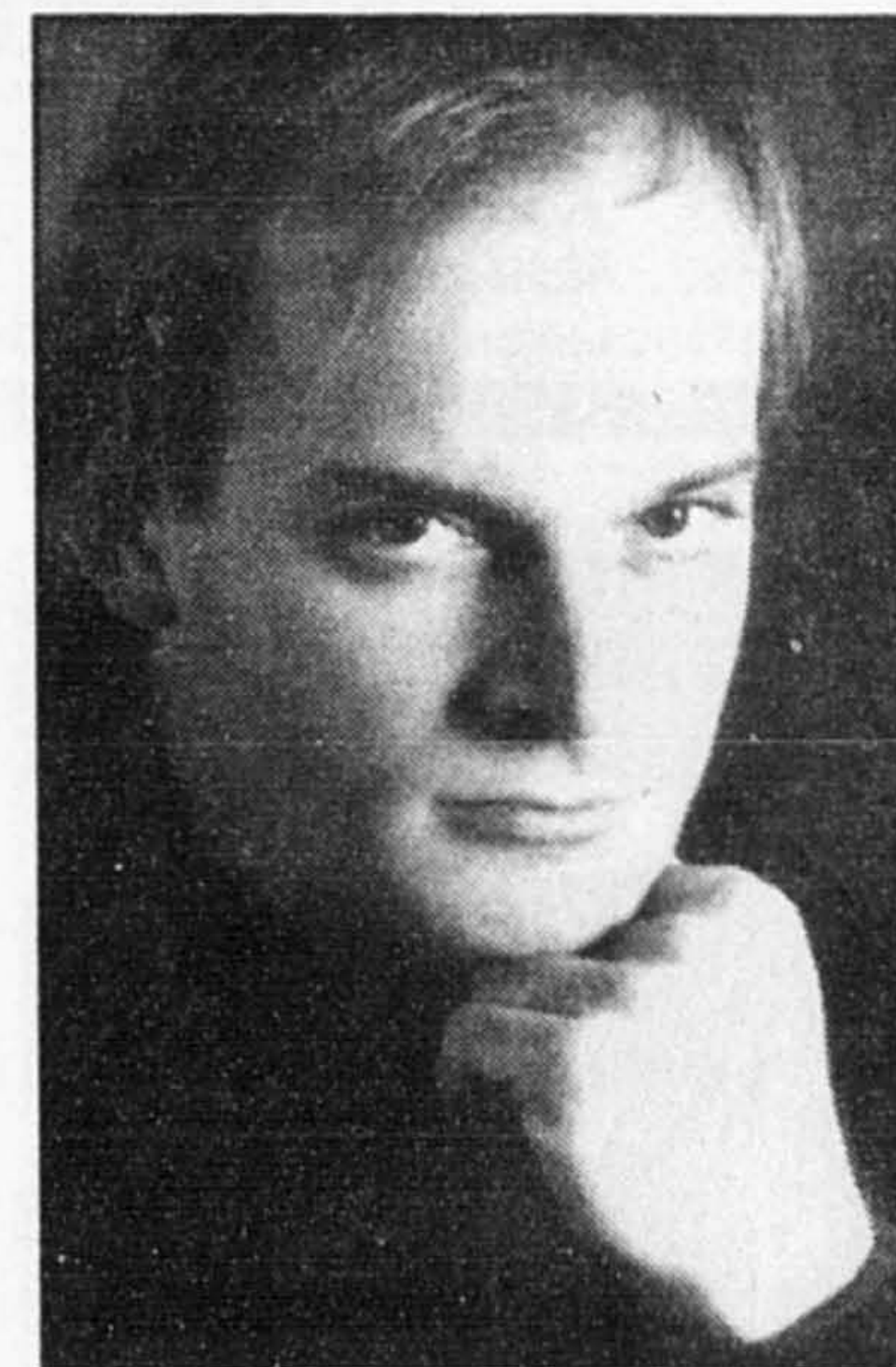
d'après AP
LOS ANGELES

■ *Get Shorty*, ou *C'est le petit qu'il nous faut* en version française, la comédie qui met en vedette John Travolta et qui a pris l'affiche vendredi, s'est inscrit au sommet du box-office ce week-end.

Il a rapporté 13 millions US, parvenant ainsi à détrôner *Sept* (*Seven*), le film de Brad Pitt-Morgan Freeman sur un tueur en série, qui a été relégué au troisième rang avec 7,6 millions de recettes après être resté en tête du classement pendant quatre semaines consécutives.

Le nouveau film de Travolta s'est imposé dans les salles devant deux autres nouveautés, *Now and Then* (7,7 millions) et *Never Talk to Strangers* (3,1 millions).

Les chiffres définitifs doivent être communiqués aujourd'hui.



Louis Lortie

L'OSM à New York : un autre grand succès

CLAUDE GINGRAS
envoyé spécial

Le Presse à New York

L'Orchestre symphonique de Montréal a obtenu un autre très grand succès hier après-midi à son deuxième et dernier concert à Carnegie Hall. La salle était à la fois plus remplie et plus attentive qu'elle ne l'est au concert du dimanche après-midi.

Louis Lortie, qui jouait pour la première fois à Carnegie, a donné du Quatrième Concerto pour piano de Beethoven l'interprétation d'un artiste possédant une longue expérience de ce lieu célèbre.

Pour l'orchestre seul, Dutoit avait mis au programme la Cinquième Symphonie de Martinu, dont il fit oublier la difficulté par une envoiante Première *Rhapsodie roumaine* d'Enesco et, en rappel, la Deuxième *Rhapsodie hongroise* de Liszt.

Théâtre

Le sacré et le politique



JEAN BEAULIEU

Jamais je n'aurais pensé qu'un jour, j'écrirais une chronique sur le sacré et la politique au théâtre.

Jusqu'à maintenant, la religion et la politique faisaient partie des sujets tabous qu'on évitait et redoutait encore plus au nom de la belle objectivité et du beau grand professionnalisme. Mais j'ai l'impression que tout bascule ce matin alors que j'ai devant moi un fax m'annonçant la création d'une première troupe de théâtre sacré professionnelle permanente au Québec. Il s'agit du *Théâtre des voix sacrées* qui présente en première mondiale *Exil et tendresse* de François d'Assise, adaptation du père Éloi Leclerc, un des plus éminents spécialistes en franciscanisme aujourd'hui et mondialement connu pour son livre *Sagesse d'un pauvre*.

Exil et tendresse conduit le spectateur au cœur du message évangélique de François d'Assise. Et Sylvain-Alexandre Lacas interprète le troubadour en nous livrant une heure et demie de poésie et de force dramatique.

Habituellement, on parle de théâtre d'inspiration religieuse dans le cadre d'un événement spécial ou à l'approche de la fête de Noël, mais cette fois-ci, il s'agit bien d'un théâtre permanent déjà fort bien structuré avec un calendrier de tournée. Marc Abbondanza est l'attaché de presse de cette compagnie théâtrale et se comporte comme tous les relationnistes des théâtres de la ville. Il m'a fait parvenir la critique de Mgr André Rivest, évêque auxiliaire à Montréal (qui a été « enchanté » par ce spectacle), et cite les commentaires favorables de gens qui

doivent appartenir au clergé... Je ne les connais pas.

Sylvain-Alex Lacas, lui, est un ami de Robert Hossein; il a déjà joué dans *Jésus était son nom* (il vaudrait mieux ne pas trop insister sur cet échec théâtral à Montréal) et a interprété le rôle de François d'Assise dans *La Dame aux cailloux*.

« Nous n'avons pas besoin de publicité, notait Marc Abbondanza, la tournée fonctionne bien, mais vous pouvez rencontrer l'acteur qui entend se consacrer non seulement aux œuvres religieuses mais à du théâtre qui livre un message positif. »

Le spectacle *Exil et tendresse* sera présenté à l'église Saint-Jean Baptiste les 3, 4 et 5 novembre; à la Chapelle du Père Frédéric à Trois-Rivières le 18 novembre; à l'église des Saints-Martyrs-Canadiens, le 26; Saint-Gaétan, le 10 décembre; et finalement, un peu partout en province.

Cette entreprise n'a rien de banale ni de marginale et témoigne de la vitalité du théâtre au Québec. N'oublions pas qu'il s'agit d'un théâtre permanent, présenté dans les églises mais également dans certaines maisons de la Culture (Sainte-Anne-des-Monts en février, entre autres). Un théâtre qui livre un message de foi chrétienne. On m'a invité à voir le spectacle. Mais comment peut-on en faire la critique sans profaner le sacré? Comment critiquer le message évangélique de François d'Assise? Peut-on souligner que le texte est faible, qu'il manque de « punch » à la fin?...

Voilà pour le sacré.

Le référendum au théâtre

Après le sacré, voilà le politique ou la politique. Je sais qu'il faut bien distinguer.

Doit-on fermer les yeux et faire comme si rien de spécial allait se produire lundi prochain? Les artistes doi-

vent-ils s'impliquer, militer, s'afficher, influencer leurs admirateurs? Sont-ils lâches parce qu'ils refusent de se commettre alors qu'on devra décider d'un pays? Ces questions en embarrassent plusieurs.

Un jeune auteur, François Archambault, a eu le courage (je sais que ce n'est pas suffisant) mais aussi le talent et l'honnêteté de raconter dans *Si la tendance se maintient* ce qui se passe dans la tête de jeunes comédiens qui veulent monter une pièce sur la souveraineté.

Cette pièce est présentée à l'Espace La Veillée jusqu'au 30 octobre, évidemment veille du référendum. Si comme moi, vous avez été blessés, outrés, démotivés, découragés par les propos de certains politiciens qui semblaient nous prendre pour des imbéciles, vous serez soulagés par cette pièce mordante, drôle, pertinente, écrite sans partisanerie et en toute liberté.

On remarque d'abord que ce n'est pas la flamme du nationalisme qui consume les personnages de la pièce. Il fallait que l'auteur soit jeune pour enfin admettre que la nouvelle génération est farouchement individualiste et beaucoup plus préoccupée par son avenir personnel que par la politique.

Un des personnages, le metteur en scène Denis, dit à l'un des acteurs: « Quand t'es artiste, il faut que tu sois nationaliste, c'est bon pour ton image ». L'acteur n'en est pas aussi certain.

Un peu plus tard, un autre acteur timide se demande: « Je sais qu'il faut trouver une solution aux problèmes mais aujourd'hui, est-ce qu'il y a encore un problème au Québec? Je suis mélé! »

Ils sont d'ailleurs tous mêlés et sûrement pas nationalistes comme on l'était dans les années 70. Il faut entendre le grand poème nationaliste, genre bûcheron « avec la hache qui fait claquer » au début du spectacle, pour constater que le grand lyrisme

patriotique fait beaucoup rire maintenant. On réagit d'ailleurs à toutes les répliques dans la salle. J'aimerais bien vous inciter à vous ruer aux portes de La Veillée pour assister au spectacle, mais j'ai bien peur qu'on n'affiche complet dans les prochaines heures tant cette pièce a séduit les spectateurs à la première, jeudi dernier — dix minutes d'applaudissements, aucune huée!

Archambault raconte ce qu'on veut entendre depuis longtemps et de plus, il fait rire à donner des crampes. L'acteur-vedette de ce spectacle qu'on monte devant nous sur scène, est un acteur de la télévision qui avoue être très mauvais, n'avoir aucun talent et que c'est exactement pour ça qu'il a du succès.

Le metteur en scène dit que le spectacle ne sera vu que par 500 personnes au maximum mais « c'est pas grave parce que tous les médias seront là et tout le monde va en parler sans avoir vu le show. Et c'est très bon pour obtenir une subvention ». Une autre scène nous présente deux comédiens qui ont écrit des graffiti anglais contre le NON par stratégie (pour créer la haine raciale). Le policier qui les a arrêtés est outré parce qu'il défend le OUI.

C'est plein de *flashes*, les dialogues nous entraînent dans un monde absurde alors qu'on dénonce autant les nationalistes qui n'osent pas dire que ce sera difficile que les fédéralistes qui semblent tout connaître de notre avenir. Finalement, le spectacle se termine par la lecture du journal d'un jeune comédien qui avoue à son amoureux: « J'ai trop peur de t'aimer. J'ai trop peur de souffrir. J'ai trop peur que tu me dises non encore une fois. »

Je sais bien que je vous livre le « punch » final, mais je n'ai pas pu résister. Et puis, de nos jours, plus rien n'est sacré. Sauf le théâtre... qui comprend aussi celui du père Éloi Leclerc.

SPECTACLES

Salles de répertoire

APOLLO 13
Cinéma du Parc (1): 16 h 30, 19 h.

CONGO V.F.
Paradis: 19 h 15.

COUSINS (LES)
Conservatoire d'art cinématographique: 20 h 30.

ESPÈCES
Paradis: 21 h 25.

FARINELLI
Cinéma du Parc (3): 16 h 30.

FELLINI SATYRICON
Cinéma du Parc (1): 21 h 45.

FICTION PULPEUSE
Cinéma du Parc (3): 13 h 45.

FOLIE DES CRINOLINES (LA)
Cinéma Parallèle: 21 h 15.

HOOP DREAMS
Cinéma du Parc (1): 13 h 15.

JUGE DREDD V.F.
Paradis: 19 h 20.

LISBONNE STORY
Cinéma Parallèle: 16 h 30, 19 h.

MARCHE OU CRÈVE
Paradis: 21 h 10.

NIGHT MOVES
Goethe-Institut: 18 h.

PARTY GIRL
Cinéma de Paris: 16 h 45, 19 h.

PENDANT TON SOMMEIL
Paradis: 21 h 20.

POCAHONTAS V.F.
Paradis: 19 h 10.

PROFESSIONNEL (LE)
Cinéma du Parc (3): 19 h.

PUSHING HANDS
Cinéma du Parc (2): 14 h, 19 h 15.

REAR WINDOW
Cinéma de Paris: 14 h 30.

STRANGERS ON A TRAIN
Goethe-Institut: 19 h 50.

VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (LA)
Cinéma du Parc (3): 21 h 30.

Musique

PLACE DES ARTS (Salle Maisonneuve)
Orchestre de chambre McGill. Dir. Alexander Brott. David Shirin, clarinettiste. Concerto pour clarinette en mi bémol (Stamitz). Concerto pour clarinette (Copland). Danses allemandes (Schubert). Adagietto de la symphonie no 5 (Mahler): 20 h.

MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC (2550 e., Ontario)
Orchestre symphonique du Conservatoire. Dir. Raffi Armenian. Stéphane Savaria, percussionniste, et Erik Gratton, flûtiste. Hindemith, Kusmenko, Nielsen, Beethoven: 20 h.

Théâtre

THÉÂTRE DE QUAT'SOUS (100 e., Ave. des Pins)
Règlement de comptes, de Yvan Bienvenue. Mise en scène de Marc Bédard. Avec Stéphane Jacques, Yvan Bienvenue et Rhonda Smith: 20 h. Jusqu'au 28 octobre.

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI (3900, St-Denis)
Fragments d'une lettre d'adieu lus par des géologues, de Normand Chabreuil. Mise en scène de Michèle Magny. Avec Jean-François Blanchard, Daniel Bréard, Eric Cabana, Mireille Deyglun, Michel Laperrière, Jacques L'Heureux et Denis Tran-Van-Mang: 20 h.

NCT - SALLE DENISE-PELLETIER (4353 e., Ste-Catherine)
L'Avare, de Molière. Mise en scène de Luc Durand. Avec Luc Durand, Annick Bergeron, Micheline Bernard, Stéphane Brulotte, Suzanne Clément, Edgar Fritlier, Jean-Bernard Hébert, Stéphane Leblanc, Jean-Marie Moncelet et Christophe Rabin. Jeu, ven, sam., 20 h.

NCT - SALLE FRED-BARRY (4353 e., Ste-Catherine)
Voyage au bout de la nuit, de Wajdi Mouawad, d'après l'œuvre de Louis-Ferdinand Céline. Jeu, ven, sam., 19 h; dim., 14 h.

NCT - SALLE FRED-BARRY (4353 e., Ste-Catherine)
Le Fauteuil, de Marie-Claude Langlois. Mise en scène de Marc André Piché. Lun., mar., merc., 20 h 30.

ESPACE GO (4890, St-Laurent)
Albertine, en cinq temps, de Michel Tremblay. Mise en scène de Martine Beaulieu. Avec Sophie Clément.

Sylvie Drapeau, Élie Guilbault, Andrée Lachapelle, Monique Mercure et Guyane Tremblay. Du mar. au sam., 20 h. Jusqu'au 5 novembre.

THÉÂTRE DE LA BIBLIOTHÈQUE (1030, St-Hubert)

Tonalités, de Jérôme Labbé. Mise en scène de Michel Laprise. Avec Robin Aubert, Normand D'Amour, Danièle Proulx et Marie-Hélène Thibault. Du mar. au sam., 20 h. Jusqu'au 28 octobre.

LA PETITE LICORNE (4559, Papineau)
Le cadeau de victoire, de et avec Suzanne Marier. Mise en scène de Frédérique Collin. Dim.: 15 h.

LION D'OR (1676 e., Ontario)
C'est ton tour, Laura Cadieux, de Michel Tremblay: 20 h 30.

Pour Enfants

MAISON-THÉÂTRE (255 e., Ontario)
La Bonne Femme, de Jasmine Dubé. Mise en scène de Martin Faucher. Présentation du Théâtre Bouches Décousées. Sam. et dim., 15 h. (4 à 8 ans)

Variétés

PLACE DES ARTS (Cinquième Salle)
Misery, d'après le roman de Stephen King. Mise en scène de Simon Moore. Avec Annie Walkie, Deborah Lobban, Paul Sheldon et Michael Rudder. Du mar. au dim., 20 h.

GESU (1200, Bleury)
Lynda Lemay: 20 h.

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS (4530, Papineau)
Patrick Huard: 20 h.

CLUB SODA (5240, Ave. du Parc)
Ligue d'improvisation montréalaise: 21 h.

L'AIR DU TEMPS (191 o., St-Paul)
Trioxyde: 22 h.

QUAI DES BRUMES (4481 St-Denis)
Lundi Gras: 21 h 30.

LE P'TIT BAR (3451, St-Denis)
Jacques Rochon: dès 21 h.

Café SARAJEVO (2080, Clark)
Félix: dès 21 h.

PUB STE-THÉRÈSE (2, boul. Labelle, Ste-Thérèse)
Les comiques du Pub: 21 h.

Grâce à Radio-Canada, l'Alberta découvre Léolo de Lauzon avec horreur

Et les réformistes dénoncent la contribution de Téléfilm et de l'ONF à ce « rebut »

Presse Canadienne

OTTAWA

■ Le film québécois *Léolo* est un « rebut » et le réalisateur Jean-Claude Lauzon n'aurait jamais dû obtenir de financement d'agences fédérales, estime le critique du Parti réformiste en matière de culture, Monte Solberg.

Léolo, diffusé récemment sur les ondes de la télé anglaise de Radio-Canada, contient une scène où il est laissé à entendre qu'un adolescent s'adonne à la bestialité avec un chat. Le film avait bénéficié de l'aide financière de Téléfilm Canada et de l'Office national du film.

Dans une entrevue à sa sortie des Communes, vendredi, le député albertain de Médecine Hat a admis que la pratique sexuelle n'est pas montrée explicitement mais simplement suggérée. Le plan suivant montre cependant le chat qui s'enfuit en gémissant, a-t-il rappelé.

« On ne peut s'y tromper. Je ne veux pas exercer une censure pour ce genre de choses mais je ne crois pas que l'ar-

gent des contribuables devrait être investi dans ce genre de produits », a expliqué M. Solberg, qui possède une station de radio à Médecine Hat.

« Je ne crois pas non plus que le diffuseur public devrait présenter ce genre de choses. »

Selon M. Solberg, « certaines scènes sexuellement explicites » n'apportent absolument rien au film.

La diffusion du film sur CBC avait d'ailleurs provoqué certaines critiques en Alberta et la station affiliée de la société d'État à Médecine Hat a même refusé de présenter *Léolo*.

« Je ne crois pas que la bestialité fasse partie de la vie quotidienne, pas dans mon patelin en tous cas », a expliqué le député réformiste, qui a qualifié le film de rebut. « Mais en bout de ligne, c'est au public de décider de ces choses », a-t-il avoué.

La secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine, Mme Albina Gualnieri, n'a pas voulu commenter un film qu'elle n'avait pas vu. « Je préfère laisser cela au comité de censure. »

ce soir

22^h cha bada

Gregory reçoit:

Marie Carmen

André-Philippe Gagnon

Claude Charron

Votre soirée de télévision

Choix d'émissions

par Louise Cousineau

18:30 10 - PIMENT FORT
Invités de la semaine: Luck Mervil, Anthony Kavanagh et Serge Thériault.

19:30 35 - FLASH
Une nouvelle chronique: Érik Rémy répond aux questions des téléspectateurs.

19:29 2 - LA PETITE VIE
Un sociologue ougandais (Normand Brathwaite) s'intéresse à nos moeurs. Drôle à mort.

20:00 2 - À NOUS DEUX!
Les derniers épisodes montrent une qualité d'écriture remarquable. Voyons si ça continue.

20:30 19 - BAS LES MASQUES!
Les jeux de rôle qui peuvent devenir meurtriers.

21:30 101 - MAISONNEUVE À L'ÉCOUTE
Jean Charest répond.

22:00 10 - CHA BA DA
Parmi les invités: Marie Carmen et André-Philippe Gagnon.

35 - BESOIN D'AMOUR
Invités: Joe Bocan et Rodger Brulotte.



Normand Brathwaite: ce soir, il est dans *La Petite Vie* en plus de *Piment fort*.

	CANAUX	18 h 00	18 h 30	19 h 00	19 h 30	20 h 00	20 h 30	21 h 00	21 h 30	22 h 00	22 h 30	23 h 00	23 h 30	CANAUX
SRC	2 9 9	Ce soir		4 et demi... (18:59)	La Petite Vie (19:29)	À nous deux!		Enjeux		Le Téléjournal (22:25)	Le Point (22:25)	Sport / Météo (23:25)	Politique féd. / Grand Prix (23:35)	2 9 9
TVA	4 7 8 10 40	Le TVA	Piment fort / Luck Mervil	La tu parles!	Rira bien	Alerte à Malibu		Les Machos		chaBada / Marie Carmen, André-Philippe Gagnon		Le TVA & le TVA Sports / Loteries (23:56)		4 7 8 10 40
IQ	15 17 24 30 45	Passe-Partout	La Maison de Quimzie	Le Québec aujourd'hui	L'Afrique de toutes façons	Mode d'emploi		Option éducation		Points de vue / Quand la vie se retire		Le Château des Oliviers		15 17 24 30 45
TQS	16 30 35 49	Guerre des clans	Flash	Le Café de l'humour	Hockey / Canadiens - Kings					Besoin d'amour / Joe Bocan		Le Grand Journal / Les Jeunes	Sports Plus	16 30 35 49
CBC	4 5 6	Newsday	Newsday	Rockburn...	Fresh Prince of Bel-Air	The Nanny	Can't Hurry Love	This Hour Has 22 Minutes	Liberty Street	CBC News		News	Codco	4 5 6
CTV	12 8 13	Pulse		E.T.	The Simpsons	Beverly Hills, 90210		Murphy Brown	Cybill	Seinfeld	Frasier	CTV News	Pulse	12 8 13
ABC	8 22 13	Newsline		Wheel of Fortune	Jeopardy!	Melrose Place		The Marshal		Home Improvement			Nightline	8 22 13
CBS	3 7 8 10	News (17:00)	ABC News	Roseanne	Home Videos	Pub		Football / Bills - Patriots						3 7 8 10
NBC	3 7 8 10	News (17:00)		E.T.	Roseanne	Pub	Bills Preview							3 7 8 10
PBS	33 18	News	CBS News	Jeopardy!	Wheel of...			Murphy Brown	Cybill	Chicago Hope		News	The Late Show with David Letterman (23:35)	33 18
ONT	6 12 24	Global News (17:30)	A Current Affair	E.T.	Murder, She Wrote	Partners	Ned & Stacey	Chicago Hope		Global News	Sports			6 12 24
A & E		Police Story		The Rockford Files	Biography: Boris Karloff	Sherlock Holmes Mysteries	Lovejoy Mysteries			Law and Order				A & E
BRAVO		Jeff Johnson Quartet	Bravonews	Festival by the Sea / Flow (20:24)	Cinéma / WEST SIDE STORY (2) avec Natalie Wood, Richard Beymer					Fame / Flow (23:52)				BRAVO
CANAL D		Animalier: planète vivante	Destination aventure	Archéologie		Le Prix de la liberté	Kilomètre-heure			Cinéma / LE PARC... (5)				CANAL D
DISC.		Beyond 2000	@ discovery.ca	Incredible...	The Nature Nut	Ocean Planet				@ discovery.ca				DISC.
FOX		Blossom	The Simpsons	Home Improv.	Seinfeld	Melrose Place		Partners	Ned & Stacey	Matlock		Star Trek: The Next Generation		FOX
FOX(Ont)		The Simpsons	Roseanne	Fresh Prince	Home Improv.					Seinfeld	Star Trek: The Next Generation	Cops		FOX(Ont)
MP		Planète Rock		Les Bombes	1 x 5	Rock Velours		Musique vidéo						MP
NW		World News	Bus. World	NewsWorld's Early Edition	The Lead	Face Off	Pamela Wallin Live	Rough Cuts		The National	National Sports			NW
RDI		Canada-Qc	Au travail!	Monde ce soir	Capital actions	Reportages / Le Blues de l'ONU (2/3)	Le Téléjournal	Maisonneuve à l'écoute	Canada...	Le Référendum aujourd'hui				RDI
RDS		Planche à voile	Sports 30 Mag	Pétanque: coupe des Amériques	Omnium de quilles		Hydroplanes	Superbike 1995		Sports 30 Mag				RDS
SE		Sherlock (17:20)	L'Appel du devoir (18:35)		La Magie du destin (20:10)			L'Empreinte du tigre		Émotions				SE
TMN		Flinch (17:30)		Bonjour Timothy (19:15)		The Hudsucker Proxy				Tyson				TMN
TSN		Porsche Cup	Sportsdesk	Inside Sports	Hockey / Canadiens - Kings					Sportsdesk				TSN
TV5		Des Chiffres...	Studio... (18:25)	Journal FR2	Faits divers	Bas les masques		Paris / Météo	Journal belge	Studio Gabriel	Visions (23:35)			TV5
YTV		Super Dave	Video &...	Are You Afraid	Reboot	Captain Power	Whose Line...	Super Dave	Tarzan	Neon Rider		Catwalk		YTV

CÂBLE: A & E = ARTS AND ENTERTAINMENT - CANAL D = ARTS ET DIVERTISSEMENT - DISC. = DISCOVERY - MP = MUSIQUE PLUS - NW = NEWSWORLD - RDI = RÉSEAU DE L'INFORMATION - RDS = RÉSEAU DES SPORTS - SE = SUPER ÉCRAN - TMN = THE MOVIE NETWORK - TSN = THE SPORT NETWORK - TV5 = TÉLÉVISION INTERNATIONALE - YTV = YOUTH TV

PARTAGEZ LA VIE DES SOLDATS CANADIENS LORS DE LA GUERRE 39-45!

Chaque lundi à 21 h

Le prix de la liberté

en six épisodes



Une invitation à la DÉCOUVERTE

Câble 31 presque partout au Québec.

Who's Who en France : entrée de Papin et Abbado, sortie de Bernard Tapie

Agence France-Presse
PARIS

■ Le footballeur Jean-Pierre Papin, le chef d'orchestre Claudio Abbado ou le PDG du Club Méditerranée Serge Trigano entrent dans le *Who's Who in France 1995-1996*, dont disparaissent en revanche des noms tels que l'homme d'affaires controversé Bernard Tapie, pour « cessation d'activité ».

Le *Who's Who*, qui sort aujourd'hui, donne 20 174 biographies de « personnalités agissan-

tes », dont 665 nouveaux arrivants, personnalités du monde des affaires, de la politique ou de la culture.

Cette « bible moderne » de 1800 pages est très politique cette année parce qu'elle intègre remaniements ministériels et municipaux intervenus à la suite des élections présidentielles en mai et municipales en juin. Plus de 17 000 biographies ont été remises à jour et vérifiées.

Parmi les 665 entrants, 75 seulement sont des femmes, soit 11,2 pour cent.

LES CINÉMAS

FAMOUS PLAYERS

4.99 \$ EN MATINÉE
TOUS LES JOURS
REPRÉSENTATIONS AVANT 18h00

ÉCRAN GÉANT!
QUALITÉ DU SON!

4.99 \$ La FIÈVRE du MARDI
TOUTE LA JOURNÉE
aussi le MERCREDI à 4,99 \$ aux
ANGRIGNON, LAVAL et VERSAILLES

Notre ligne d'information INFO-FILM: 866-0111 de 11h00 à 22h00
Ces horaires couvrent la période du 22 au 26 octobre

PARISIEN
480 Ste-Catherine O. 866-3356

JADE V.F. (16+) DOLBY 12-45-30-45-15-7-30-45
LA HAINE (13+) DOLBY 12-15-30-45-15-7-30-45
LE SPHINX (13+) DOLBY 1-45-4-15-45-30-45
C'EST LE PETIT QU'IL NOUS FAUT (13+) DOLBY
12-20-40-50-7-20-9-40
LA LETTRE ÉCARLATE (13+) DOLBY 1-15-4-00-7-00-45
LES MISÉRABLES (G) DOLBY 1-00-4-30-45
LISTE NOIRE (13+) DOLBY 12-50-2-55-6-05-7-05-9-00

CENTRE EATON
705 Ste-Catherine O. 985-5730

ASSASSINS (13+) DOLBY dim-lun-mar-jeu 6-30-9-25
dim-lun-mar-jeu 12-40-3-30
GET SHORTY (13+) DTS 12-35-2-50-6-05-7-25-9-45
BIG GREEN (G) DOLBY Tous les jours 1-15-4-15
JADE (16+) DOLBY Tous les jours 6-45-9-00
DEAD PRESIDENTS (16+) DOLBY 1-00-4-00-45-50-9-38
UNZIPPED (G) DOLBY 12-50-3-00-6-00-7-05-9-15
JADE (16+) DOLBY 12-30-2-40-4-55-7-15-9-35

LOEWS
954 Ste-Catherine O. 861-7437

SCARLET LETTER (13+) DOLBY 12-30-3-30-15-9-00
LES MISÉRABLES (S.T.A.) (G) DOLBY 1-00-4-30-45
JEFFREY (13+) DOLBY 12-40-2-55-6-15-7-30-9-40
FEAST OF JULY (G) DOLBY 12-30-4-00-6-40-9-15
DANGEROUS MINDS (G) DOLBY
dim-lun-mar-jeu 7-00-9-20
dim-lun-mar-jeu 12-20-2-30-4-40

PALACE
698 Ste-Catherine O. 866-6991

2 \$ MATINÉES • 2.50 \$ EN SOIRÉE
(avant 18h00)

THE NET (G) DOLBY dim-lun-mar-jeu 7-10-9-25 mer 9-25
dim-lun-mar-jeu 1-40-4-10
DESPERADO (16+) DOLBY dim-mar-jeu 7-30-9-45
lun 9-45 dim-lun-mar-jeu 1-55-4-30
VIRTUOSITY (13+) DOLBY
Tous les jours 1-50-4-05-7-20-9-40
LORD OF ILLUSIONS (16+) DOLBY dim-lun-mar-jeu 7-00-9-30
jeu 9-30 dim-lun-mar-jeu 1-35-4-40
NINE MONTHS (G) DOLBY dim-lun-mar-jeu 7-15-9-20
mer 9-20 dim-lun-mar-jeu 2-00-4-20
MORTAL KOMBAT (13+) Tous les jours 1-45-4-15-7-05-9-15

VERSAILLES
Place Versailles 353-7880

LES MISÉRABLES (G) DOLBY Tous les jours 8-15
dim-mar-jeu 1-00-4-30
C'EST LE PETIT QU'IL NOUS FAUT (13+) DOLBY
Tous les jours 7-00-9-40 dim-mar-jeu 2-10-4-25
LA LETTRE ÉCARLATE (13+) DOLBY
Tous les jours 7-20-10-00 dim-mar-jeu 2-00-4-35
JADE V.F. (16+) DOLBY Tous les jours 7-10-9-30
dim-mar-jeu 2-25-4-40
SEVEN (13+) DOLBY Tous les jours 7-15-9-50
dim-mar-jeu 2-15-4-45
LISTE NOIRE (13+) DOLBY Tous les jours 7-30-9-25
dim-mar-jeu 2-30-4-50

GREENFIELD PARK
519 Boul. Taché 671-6129

STRANGE DAYS (16+) DOLBY Tous les jours 7-00 dim 2-00
Tous les jours 9-45
JADE (16+) Tous les jours 7-10-9-20 dim 2-15
JADE V.F. (16+) Tous les jours 7-20-9-25 dim 2-20

FAMOUS PLAYERS 8
(Polite-Claire) 185 Boul. Hymus 697-8095

DANGEROUS MINDS (G) DOLBY
dim-lun-mar-jeu 7-25-9-40 dim & mer 2-15-4-40
GET SHORTY (13+) DTS Tous les jours 7-00-9-25
dim & mer 2-05-4-35
BIG GREEN (G) DOLBY dim & mer 2-00-4-30
SCARLET LETTER (13+) DOLBY Tous les jours 7-05-9-55
dim & mer 1-05-4-00
DEAD PRESIDENTS (16+) DOLBY Tous les jours 7-15-9-50
dim & mer 1-35-4-10
JADE (16+) DOLBY Tous les jours 7-20-9-30
dim & mer 2-35-4-50
BRAVEHEART (16+) DOLBY Tous les jours 8-00
dim & mer 1-00-4-30
ASSASSINS (13+) DOLBY dim-lun-mar-jeu 7-10-10-00
dim & mer 1-10-4-05

CERTIFICATS CADEAUX
EN VENTE DANS TOUS NOS CINÉMAS

DORVAL
260 Ave. Dorval 631-8586

2 \$ MATINÉES • 2.50 \$ EN SOIRÉE
(avant 18h00)

POCAHONTAS (G) DOLBY dim 2-00-3-40-5-20
BAD BOYS (13+) DOLBY Tous les jours 7-00-9-45
VIRTUOSITY (13+) DOLBY
dim-lun-mar-jeu 7-05-9-30 dim 2-05-4-30
MAGIC IN THE WATER (G) DOLBY dim 2-30-4-45
WHILE YOU WERE SLEEPING (G) DOLBY
Tous les jours 7-15-9-25 dim 2-35-5-00
MORTAL KOMBAT (13+) Tous les jours 7-20-9-40

SAMEDI LE 28 OCTOBRE à 21H00 (approx.)
Nightmare on Elm Street
FREDDY'S DEAD

LA CRITIQUE EST UNANIME:

"★★★★, FILM CHOC, HAUTE TENSION, EXPLOSIF
ÉBLOUISSANT, PRODIGIEUX, FOUDROYANT
INCONTOURNABLE."

JUSQU'ICI TOUT VABIENT...

LA HAINE

LONDON FOG

à la Baie!



À la Baie, vous trouverez une multitude de tenues d'extérieur London Fog pour femme. Choisissez le modèle que vous préférez parmi nos imperméables, nos vestes à bourre de polyester et nos vestes ou manteaux en laine, tous offerts en tailles courantes et petites!

Prime

À l'achat d'un manteau ou d'une veste London Fog pour femme, vous recevrez gratuitement un magnifique foulard en soie!

Une prime par personne et par achat. Tant qu'il y en aura.

Tenues d'extérieur, rayon 101.



la Baie

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®



Trans Sport SE



16 995\$*
(259 \$/mois** pour 36 mois)

Esprit de famille

Parce que votre famille grandit toujours plus vite que votre budget, la *Trans Sport SE* est la voiture qu'il vous faut. Avec son coffre de 3 188 litres (112,6 pi³) et son moteur V6, c'est la familiale par excellence. D'un tempérament hyper-protecteur, elle est équipée de freins ABS aux quatre roues, de poutrelles de sécurité et de panneaux de polymère. Sa radio AM/FM stéréo et son espace intérieur enchanteront petits et grands.



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec
Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1995 en stock comportant l'ensemble des équipements de série. Prix de base incluant seulement. Préparation incluse. Transport (75 \$) et taxes en sus. *Financement mensuel basé sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 1 525 \$. Sous la garantie du crédit. Dépôt remboursable de 300 \$ après 3 ans. Frais de 5 \$ du kilomètre après 72 000 km. Préparation et transport inclus. Immatriculation et taxes en sus. **Assurance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs Pontiac Buick GMC 1995 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voir votre concessionnaire pour plus de détails.

LA PASSION DE CONDUIRE



Durant 5 jours!

Du mardi 24 octobre au samedi 28 octobre.

SUPER!

PAS DE TPS NI DE TVQ*

sur les articles à prix ordinaire,
de solde ou de liquidation

TENUES GRIFFÉES POUR FEMME

Comprend un choix de modèles
portant les griffes suivantes seulement :

- ★ Liz Claiborne
- ★ Jones New York
- ★ Peter Nygård Signature
- ★ Bianca Nygård
- ★ Nygård Collections
- ★ Rena Rowan ★ Chaus
- ★ Russ ★ Villager

Tailles courantes, petites et fortes. Le choix varie selon le magasin.

*Nous vous accorderons un rabais équivalant à la TPS et à la TVQ.

Tenues griffées pour femme, rayons 109, 140, 145 et 196.



la Baie

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®